

La Communale

La lettre d'information des directeurs de l'éducation

n° 46/octobre 2010 - 3 numéros par an - www.andev.fr.

SOMMAIRE

02 POINT DE VUE

02 Les établissements publics d'enseignement primaire

6 RENCONTRE INTERRÉGIONALE ANDEV - CNFPT

6 Séminaire de Reims « Autour de la pause méridienne »

13 ACTUALITÉS

13 Les dernières réformes éducatives

20 L'INNOVATION ÉDUCATIVE LOCALE

20 L'opération « Mon école, mon menu » à Cholet

21 L'accueil en milieu scolaire maternel « ordinaire » d'enfants « différents » à Tourcoing

22 VIE DE L'ASSOCIATION

22 Agenda

24 Présentation de nos partenaires publics

26 Textos

35 LECTURES

édito



Anne-Sophie Benoit,
Présidente de l'Andev

À l'heure où vous lirez ces quelques lignes, la rentrée des classes sera déjà un souvenir. Et tant mieux, cette période étant pour nous, directeurs ou responsables de l'éducation, source de tensions. Stressé par les dernières questions de nettoyage des écoles qui ont fait l'objet de travaux d'été et par les directeurs d'école et enseignants qui, à la veille de la rentrée, n'ont pas reçu les fournitures attendues ou les livres commandés, soucieux des derniers préparatifs de la rentrée pour accueillir les enfants dans les meilleures conditions, le directeur ou le responsable de l'éducation doit aussi préparer la traditionnelle visite du Maire et de ses adjoints dans les écoles et rappeler les dernières actions et nouveautés éducatives de la rentrée que le Maire présente à la presse.

Se profile aujourd'hui, alors que nous sommes en pleine réflexion budgétaire, la période de notre congrès 2010 à Tours, événement majeur de notre association durant lequel nous nous retrouverons autour de la question : « L'Europe, territoires d'éducation ? », thème qui pouvait nous sembler décalé il y a une année, mais que l'actualité éducative européenne rattrape à laquelle s'additionnent les récents commentaires des évaluations nationales dans le cadre du « rapport de l'OCDE 2010 et des chiffres clés sur l'éducation 2009 ». (Pisa, Pirls et Eurostat)

L'enquête, construite par Anne-Marie CHAMBON, du Cabinet JCA-Développement et analysée par Georges PHAM-MINH, consultant, est aujourd'hui finalisée et servira de base à nos travaux.

Parallèlement, la lecture de ce numéro de *La Communale* vous éclairera sur les travaux de l'ANDEV relatifs à l'expérimentation des établissements publics d'enseignement primaire, sujet qui a fait l'objet d'un rapport du Député REISS, le 30 septembre 2010 et dont vous trouverez ultérieurement, sur le site de l'association, les réactions de l'ANDEV.

Les établissements publics d'enseignement primaire

« Pour faire réussir chaque élève [...] de nombreuses réformes ont été engagées dans l'enseignement primaire depuis 2007. Leur mise en œuvre exige un engagement pédagogique important de tous les enseignants, mais elle passe aussi par un fonctionnement efficace des écoles maternelles et élémentaires et notamment par un pilotage renforcé des écoles et des équipes pédagogiques. »

Ainsi débute la lettre de mission adressée à Frédéric Reiss, député UMP du Bas-Rhin, par François Fillon, Premier ministre, le chargeant d'une étude sur le thème des directions d'école, thème sur lequel il s'était déjà engagé en septembre 2008, avec le dépôt d'une loi sur les EPEP, qui n'avait jamais été examinée par le Parlement, enlisée par une conjoncture étudiante mouvementée.

Et de poursuivre en précisant que, dans un contexte de rénovation, « il convient de s'interroger sur la fonction et le statut des directeurs d'école, de même que sur l'ouverture d'options différentes pour le statut des écoles, en fonction des circonstances locales et du choix des responsables », faisant référence en l'espèce à l'article L411-1 de la loi du 23 avril 2005 sur le statut des directeurs d'école et à l'article 86 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, qui autorise une expérimentation pour une durée maximum de cinq ans, tendant à créer des établissements publics d'établissement primaire.

L'ANDEV a été auditionnée le 18 mai 2010 et a livré, lors de cet échange, les premiers éléments du travail de réflexion qu'elle avait engagé il y a quelques mois, en attente du décret d'application qui devait déterminer, à l'époque, les règles d'orga-

nisation et de fonctionnement de l'EPEP. Favorable aujourd'hui à l'expérimentation des EPEP, l'ANDEV pose certains principes d'application et de mise en œuvre de cette structure.

Une école malmenée en recherche d'identité

Chacun est à même de le constater, le système scolaire français, autrefois présenté comme l'un des meilleurs au monde, se porte mal. Un enfant sur cinq a des difficultés sérieuses de lecture et d'écriture, 10 à 12 % des enfants sont en difficulté en fin de CE1 et 27 à 33 % des enfants sont en grande difficulté en français et en mathématiques en classe de CM2, selon les dernières évaluations de l'Éducation nationale. Sur 750 000 élèves entrant en sixième chaque année, 300 000 d'entre eux arrivent en fragilité, et 40 000 adolescents sortent du système scolaire sans diplôme (source : *L'État de l'école*, ministère de l'Éducation nationale, septembre 2010). Chacun est à même de le constater, l'école chargée d'enjeux complexes ne se porte pas très bien. L'école a bien sûr accompagné les objectifs d'élévation du

FOCUS

Les établissements publics d'enseignement primaire (EPEP) ont été créés à titre expérimental en France par l'article 86 de la loi du 13 août 2004, relative aux libertés et responsabilités locales ; la durée d'expérimentation est de cinq ans. Il s'agit de regrouper, au niveau d'une commune ou d'une communauté de communes (établissements publics de coopération intercommunale), les écoles primaires et pré-élémentaires.

Les motifs avancés pour la création des EPEP sont :

- « permettre, notamment en milieu urbain, d'assurer une plus grande mixité sociale en réunissant sous un même EPEP des écoles sociologiquement différentes et favoriser notamment la mutualisation des moyens en faveur des élèves les plus en difficulté ;
- encourager le regroupement d'écoles de petites tailles pour former un seul établissement, et permettre ainsi une émulation pédagogique qui fait défaut, notamment dans les toutes petites structures que l'on trouve en milieu rural ;
- mutualiser les moyens humains, pédagogiques et financiers au bénéfice des élèves et créer un véritable statut d'emploi pour les directeurs d'EPEP ».

FOCUS

Le statut des directeurs d'école est une question cruciale, compte tenu du cahier des charges qui s'impose aujourd'hui à ces professeurs des écoles, en comparaison à la modestie des moyens affectés. Rappelons que le Code de l'éducation détermine de nombreuses missions pour le directeur, qui veille à la bonne marche de l'école et a des responsabilités administratives lourdes : l'admission des élèves et leur répartition, l'organisation du service des enseignants, l'utilisation des locaux scolaires en temps scolaire. Le directeur d'école a aussi un rôle de manager en organisant le travail des personnels communaux en temps scolaire (ATSEM, agents d'entretien, gardiens...), en présidant le conseil des maîtres et le conseil d'école. Il organise aussi les interventions tierces dans l'école, intervenants ponctuels mais aussi présences d'auxiliaires (AVS, vie scolaire et aide). Il est chargé des relations institutionnelles : élection des délégués de parents d'élève, organisation de l'accueil et de la surveillance des élèves et du dialogue avec les familles ; il représente l'institution auprès de la commune et des autres collectivités. Enfin, il a un rôle de coordination pédagogique de l'équipe.

niveau de formation : la proportion de bacheliers est passée de 20 % en 1970 à 64 % en 2006, mais ce chiffre stagne, voire diminue depuis.

À l'heure où les pays s'intéressent à leur performance éducative, et les comparent avec d'autres, soulignons que nombre d'enquêtes relevées dans le rapport de la Cour des comptes du 11 mai 2010 montrent que si notre pays se classe à un niveau moyen (17^e rang sur 30 pour la compréhension de l'écrit et des maths), cela est dû à un très fort écart entre une élite réduite et un groupe ayant des difficultés fortes de compréhension. Ce constat porte atteinte à la vision d'une école pour tous qui est l'apanage des états en tête du classement et confirme une école marquée par un élitisme qui n'a plus rien de républicain.

Plus préoccupant, le rapport de la Cour des comptes souligne que plus d'un jeune sur cinq a des difficultés sévères de lecture et 130 000 d'entre eux sortent chaque année du système scolaire sans diplôme.

Par ailleurs, cinq ans après l'adoption du socle commun de connaissances et de compétences, sa traduction concrète dans le quotidien est loin d'être achevée, selon l'analyse de Jacques Gersperrin dans son Rapport d'information sur la mise en œuvre du socle commun de connaissances et de compétences au collège, remis le 7 avril 2010.

Quelle lecture en faisons-nous et quel rapport entretenons-nous avec elle ? Quel est son espace d'intervention sur les territoires ?

Aujourd'hui, à n'en pas douter, l'école ne parvient plus à être une cellule de coproduction. Malgré l'existence, dans de nombreuses communes, d'un projet éducatif local, formalisé ou non, la construction partagée de politiques locales éducatives est fragile et tend à manquer de lisibilité, car ces politiques sont épisodiquement percutées par des mesures nationales non concertées. Les parents d'élève ont perdu une part de confiance en l'école et manifestent une certaine défiance vis-à-vis du système.

Des incompréhensions se créent sur le partage des temps éducatifs et sur leur absence de complémentarité. Les mesures d'accompagnement éducatif et/ou scolaire (aide personnalisée, stages de remise à niveau, accompagnement éducatif) sont des exemples vivants d'un brouillage de l'offre éducative, qu'il a fallu « débrouiller » avec les directeurs d'école et le (ou les) inspecteur(s) de circonscription.

Parallèlement, on assiste à un chevauchement des périmètres respectifs de l'Éducation nationale et de la commune, voire un empiètement des temps scolaires sur les temps péri et extrascolaires.

Les instances de participation (conseils d'école) fonctionnent difficilement et relèvent plus de la résolution de problèmes quotidiens que de réflexions et de concertations sur le projet d'école et la réussite des élèves, dans un contexte sociétal où le soutien à la parentalité est plus que nécessaire.

À toutes ces difficultés s'ajoute une absence de pilotage reconnue des directeurs d'école, sans autorité hiérarchique sur les enseignants de leurs équipes, sans statut, et dont la charge de travail les cantonne à des tâches administratives pour l'Éducation nationale et la gestion des relations avec la commune. Bien qu'entretenant des relations privilégiées avec les directeurs ou responsables de l'éducation que nous sommes, ils justifient de plus en plus leur refus de s'intégrer et de participer à des projets partenariaux par l'existence de trop nombreuses sollicitations.

La nécessité de respecter certains principes pour une expérimentation

L'expérimentation d'établissements publics dans le premier degré ne peut se concevoir sans respecter trois principes :

• **Un principe républicain :** l'ANDEV se situe dans une vision républicaine et transformatrice de l'école, avec un contenu de base nationale (socle commun, gestion et formation des enseignants), tout en restant très attaché au principe de libre administration des collectivités concourant à l'émergence d'un service public de l'éducation qui ambitionne de fédérer, depuis la naissance, les initiatives multiples dans ce domaine.

• **Un principe de libre choix :** le processus éventuel de création d'établissements publics du premier degré (ou primaire EPP) doit être basé sur la volonté de la commune qui a la compétence légale de création et suppression des écoles. Il ne doit pas y avoir de processus automatique et il doit être assez souple pour s'adapter aux réalités diverses (grandes villes, intercommunalité, rural...). L'initiative devrait venir des communes avec avis conforme de l'État et consultation des conseils d'écoles. La place de la commune doit être reconnue structurellement ainsi que celle de ses personnels.

• **Un principe de reconnaissance de la collectivité locale :** l'établissement public est à apprécier entre :

- le modèle décentralisé, avec compétence scolaire donnée à la collectivité (à l'œuvre dans certains pays européens),
- le modèle centralisé actuel, avec une adaptation contractuelle permanente entre partenaires (dispositifs),
- la reconnaissance institutionnelle de la démarche projet éducatif local confiée à une collectivité, à définir en fonction des situations spécifiques (commune, communauté de communes),
- la question des territoires concernés (établissement public pour plusieurs communes, établissements publics pour une commune).

L'établissement public : une réponse cohérente aux enjeux d'aujourd'hui ? Pour quoi faire ? À quelles conditions ?

■ Six idées directrices

La recherche d'une cohérence éducative territoriale autour d'un projet formalisé

L'expérience de l'ANDEV, dans son rapport étroit avec l'école, du point de vue des collectivités qui gèrent les cités d'aujourd'hui, nous apprend que l'école est un espace éducatif en charge des appren-

tissages fondamentaux ainsi qu'un lieu de vie qui accueille l'enfant, pour prendre en compte l'évolution sociologique et économique de la famille, mais également un lieu de cohérence des enjeux éducatifs dans lesquels les parents, premiers éducateurs de leurs enfants, doivent tenir leur place dans le respect des compétences des autres acteurs. Pour donner du lien et du liant à cette architecture, nombre de villes ont engagé des démarches projet éducatif local ou projet éducatif global visant à mettre l'ensemble des ressources éducatives d'un territoire au service du projet et à construire ces articulations entre acteurs. Considérant que cette démarche portée par une volonté politique locale constitue un atout dans la construction d'une école répondant aux exigences d'aujourd'hui, l'ANDEV propose la formalisation d'un projet éducatif local de territoire déclinant les moyens éducatifs à partir d'un diagnostic partagé des besoins : école/commune/Éducation nationale.

L'établissement doit être un catalyseur d'énergies permettant aux écoles de s'intégrer dans un projet éducatif local lisible par toute la communauté éducative, sur l'ensemble du territoire sur lequel il se mettra en place.

Une évolution certaine consisterait à faire émerger un intérêt éducatif territorial, voire intercommunal, et d'associer tous les acteurs locaux dans un projet éducatif d'agglomération

La nécessité d'un équilibre

L'établissement doit être équilibrant pour permettre une mise en adéquation des moyens financiers avec les réels besoins des enfants. Il s'agit de redonner à l'école une identité administrative, financière, fonctionnelle, organisationnelle et institutionnelle, qui passe par une lisibilité des ressources et des dépenses qui lui sont affectées, une reconnaissance et une information de son autonomie, dans ses processus décisionnels, et une réforme du statut des directeurs.

Le principe de gestion partenariale État/commune/personnels/parents/acteurs du territoire doit être consacré tout en veillant aux équilibres, et les champs de compétence dévolus à ces établissements doivent être définis selon le principe de la subsidiarité, en fonction des spécificités du territoire (commune, communauté de communes, métropoles).

L'expérimentation d'un établissement public doit conduire l'Éducation nationale à positionner des moyens en administratif et secrétariat en appui du directeur, aux côtés des agents de la ville. La collectivité et l'État rechercheront une organisation commune de leurs moyens, en visant une gestion administrative et financière au service du projet d'établissement décliné sur le temps scolaire et périscolaire.

La nécessité d'une nouvelle gouvernance

Il est nécessaire de refonder le système de pilotage et de gestion de l'éducation, en dépassant l'organisation de l'éducation et ses différents niveaux de collectivités locales, trop nombreux, aux compétences mal définies et mal articulées avec celles de l'État, pour revenir sur un projet reposant sur un intérêt éducatif local, s'inscrivant dans l'espace d'un territoire. L'établissement public ne doit cependant pas être une simple déconcentration de l'Éducation nationale, basée sur le bassin d'un collège, qui verrait l'établissement public local d'enseignement constituer la base d'un regroupement premier et second degré : il doit être l'expression d'un partenariat équilibré dans lequel l'État et la collectivité mettent en commun des moyens au service de la réussite scolaire et éducative. L'articulation entre le directeur et l'équipe éducative est à construire dans un équilibre efficacité/implication de tous. Le rôle spécifique du directeur doit être reconnu comme celui d'un chef de file fédérant les différentes composantes et assurant la cohérence de l'ensemble. Le statut et l'appartenance métier du directeur d'établissement fait débat : si l'on considère qu'il n'est pas souhaitable d'avoir des regroupements trop importants, la séparation des fonctions entre un directeur d'école et un directeur EPEP n'est pas possible pour des raisons économiques évidentes. L'ANDEV juge logique que le poste de directeur revienne à un directeur d'école complètement déchargé qui doit toutefois faire preuve d'aptitude à une fonction managériale et bénéficier des formations complémentaires lui permettant d'exercer cette fonction. On doit passer progressivement de l'enseignant isolé à l'équipe pédagogique et à l'équipe éducative. L'école a besoin de tous ses professionnels dont les rôles complémentaires sont reconnus.

La promotion d'une continuité entre le premier et le second degré

Il est nécessaire de renforcer les apprentissages du socle commun et la communication entre les enseignements du premier et du second degré. En ce sens, l'école doit assurer une complémentarité entre les différents temps scolaires de l'enfant.

L'instauration d'un continuum éducatif sur tous les temps de l'enfant

Parallèlement, l'école doit favoriser le continuum éducatif sur tous les temps de vie de l'enfant : scolaire, péri et extrascolaires. L'école doit articuler temps scolaires et temps sociaux pour construire des parcours scolaires et éducatifs cohérents et porteurs de sens, dans un cadre qui doit rester national.

Une proposition d'architecture partenariale, partageable et responsable

Les parents sont les premiers éducateurs des enfants : ils doivent être reconnus comme des acteurs, et pas seulement comme des sujets. En ce sens et au même titre que l'Éducation nationale et la collectivité territoriale, ils doivent participer à la vie de l'école et une place importante dans le processus décisionnel doit leur être réservée.

Ce processus comporterait trois instances :

- un CA rassemblant tous les acteurs et toutes les institutions, avec une présidence qui pourrait être tournante entre l'Éducation nationale, la commune et les parents, la réussite de cet EPLE reposant sur la confiance et le partage des responsabilités ;
- un conseil pédagogique, rassemblant les enseignants, pour la mise en place des programmes et leur évaluation ;
- une équipe éducative, qui constitue l'ossature de la communauté éducative et qui œuvre sur tous les temps de l'enfant.

L'objectif recherché d'un outil favorisant l'implication des acteurs éducatifs dans leur ensemble conduit à promouvoir une taille critique conduisant à des établissements à taille humaine pour les enfants de l'école (un volume de 12 à 18 classes pourrait constituer un niveau acceptable). Sur la base de ce principe, on peut imaginer un groupe scolaire et une école, plusieurs écoles maternelles et une école primaire et plusieurs écoles maternelles, une école primaire et un collège.

Telles sont les lignes forces qui constituent l'ossature de propositions destinées à réformer l'école actuelle.

Séminaire de Reims « Autour de la pause méridienne »

Les réseaux régionaux « Nord-Est » et « Ile-de-France/Normandie » de l'ANDEV et la délégation régionale du CNFPT Champagne-Ardenne se sont à nouveau associés, pour la troisième année consécutive, afin d'organiser une rencontre régionale consacrée à la pause méridienne. Cette rencontre, qui a pris la forme d'un séminaire de deux jours, s'est tenue à Reims, les jeudis 29 et vendredi 30 avril derniers.

Trois objectifs principaux ont guidé les échanges :

- revisiter les cadres juridiques et réglementaires de la restauration scolaire, ainsi que les différentes lois et circulaires qui viennent l'impacter,
- questionner l'organisation de ce temps, notamment au regard des rythmes de l'enfant,
- présenter des pratiques ou expériences innovantes mises en œuvre dans les collectivités.

Ouverture du séminaire

Après avoir remercié Éric Ameline, directeur régional du CNFPT Champagne-Ardenne, et Bruno Petit, cadre pédagogique, Anne-Sophie Benoît, présidente de l'ANDEV a rappelé les relations privilégiées qu'entretiennent régulièrement le CNFPT et l'ANDEV, laquelle est régulièrement associée à la mise en œuvre de modules de formation pour les personnels territoriaux et concertée dans le cadre d'expertises.

Elle souligne que la restauration scolaire est un service public local facultatif à caractère administratif. Ce service à vocation sociale complètement indispensable au service public de l'Éducation nationale, participe à la mission éducative des communes, qui sont devenues des acteurs incontournables de l'éducation nutritionnelle, en collaboration avec les familles et les partenaires institutionnels, associatifs et professionnels.

26 % des maires interrogés dans une étude comparative réalisée par l'ANDEV et l'AMF indiquent qu'ils y consacrent un développement important durant leur mandature et 71 % qu'ils maintiennent l'effort réalisé lors du précédent mandat.

Plus de 6 millions d'élèves – soit un élève sur 2 en primaire et 2 collégiens et lycéens sur 3 – mangent à la cantine. En primaire, 53 000 établissements scolaires servent environ 400 millions de repas. 7 820 collèges et lycées en servent plus de 600 millions, ce qui fait des collectivités locales les plus grands restaurateurs de France. La restauration

est d'ailleurs le premier poste de dépenses dans le budget « éducation ». La restauration scolaire est un service qui constitue une réelle démarche éducative pour les communes, et dont les enjeux sont importants, tant pour les familles et les usagers que pour les établissements scolaires et les collectivités locales.

La restauration scolaire est d'abord une caution de santé publique, chaque repas servi à la cantine devant répondre à certaines normes, qu'il s'agisse de la qualité sanitaire, des aliments ou de l'équilibre alimentaire. Ce dernier point est particulièrement important à l'heure où nombre d'études soulignent l'augmentation du surpoids et de l'obésité chez les enfants et les adolescents et la part croissante du nombre de jeunes pour qui le repas pris à la restauration est parfois le seul repas réellement équilibré dans une journée, ou même, dans certains cas, le seul repas.

La restauration est également un enjeu social : manger à la cantine a un coût relativement important lorsqu'il est rapporté au budget familial. La majorité des communes recourent à des critères sociaux basés sur le quotient familial pour adapter leurs tarifs aux ressources des familles. À noter que 70 % des maires ne sont pas favorables à la gratuité.

Prix des denrées alimentaires, origine géographique des produits biologiques ou agriculture raisonnée, la restauration est également un enjeu économique et écologique fort.

Déjeuner à la cantine, c'est aussi apprendre à vivre ensemble. Les temps de la pause méridienne sont inscrits dans un projet global et cohérent, qui donne du lien et du sens à l'accueil éducatif des enfants et des jeunes sur cette période de la journée.

La restauration est aussi, dans un autre domaine, un enjeu d'aménagement du territoire, particulièrement vivant dans les communes rurales. Dépasant dans la réalité des faits la complexité du découpage théorique de la répartition des compétences des collectivités territoriales et leur niveau, il n'est pas rare en effet, dans les campa-

gnes, et pour des questions de fonctionnalité, de voir des enfants du premier degré déjeuner dans les structures du second degré. C'est aussi le cas des écoles et collèges qui se sont structurés en réseaux Ambition réussite dans les grandes et moyennes communes.

Pour autant, l'ANDEV s'inquiète aujourd'hui du résultat de certaines réformes dont l'école a fait l'objet à la rentrée 2008 et qui ont bousculé l'organisation et le fonctionnement des services périscolaires communaux ou intercommunaux. L'ANDEV dénonce la réquisition de la pause méridienne pour la prise en charge des 15 % d'enfants en difficulté, dans le cadre de l'aide personnalisée, dont elle conteste parallèlement l'efficacité à un moment où le cerveau connaît une dépression de la vigilance, selon les termes d'Hubert Montagner qui s'est exprimé ici l'année dernière, et où les enfants ne sont mentalement pas disponibles. C'est encore une fois un débat très large que l'on aborde à travers la question de la restauration scolaire, c'est-à-dire la part du local et celle de l'État dans la décision sur le temps scolaire et, plus largement, l'aménagement des rythmes scolaires. L'ANDEV propose à cet effet de revoir la cohérence d'ensemble de la gestion des temps au sein de l'école primaire, de définir les priorités et plus généralement, de refonder les différents temps à l'école. Une réflexion sur la ligne de partage des responsabilités entre l'État et la commune, qui se faisait jusqu'à présent entre l'État, le scolaire et le périscolaire, permettrait aussi de clarifier la situation. Cette distinction est en effet désormais brouillée, ce qui pose des problèmes sensibles de sécurité et de surveillance des élèves sur le temps de la pause méridienne.

Parallèlement, poursuit Anne-Sophie Benoît, l'ANDEV s'alarme des projets de loi successifs qui restreignent de plus en plus le degré de liberté laissé par l'État aux collectivités locales dans un domaine qui reste, malgré la décentralisation, fort réglementé. À ce titre, elle craint l'éventuelle obligation qui pourrait être imposée aux collectivités à échéance 2012 d'introduire 20 % d'aliments biologiques dans les menus de cantine ; obligation qui, même si elle a été clarifiée dans la loi Grenelle de l'environnement, pourrait faire l'objet d'un amendement, voire d'une future loi d'application. À court terme, l'ANDEV craint aussi la publication d'un texte juridique relatif à la qualité nutritionnelle des repas servis dans le cadre de la restauration scolaire, dont les dispositions devraient s'appuyer sur les nouvelles recommandations nutritionnelles du Groupe d'études des marchés de restauration collective et de nutrition, qui contraindra plus encore les collectivités locales. Au cadre réglementaire, l'AN-

DEV préfère l'expérimentation, aux obligations, la signature de chartes, la promotion de bonnes pratiques et la prise d'agréments sur la base du volontariat, surtout lorsqu'il s'agit d'éducation des consciences.

Enfin, la création des établissements publics de l'enseignement primaire, thème d'actualité, questionnera à son tour le temps de la restauration. Lorsque le directeur intervient sur le temps de la pause méridienne, il le fait en tant que salarié de la commune. La cohérence à l'échelle territoriale de ce dispositif en termes de services rendus et de tarification est basée sur l'idée d'une égalité de traitement, même si les contenus diffèrent d'une école à l'autre, d'un quartier à l'autre, en fonction des spécificités.

La prise de compétence des EPEP sur ce temps conduira à envisager de nouvelles logiques dont on connaît les limites déjà expérimentées dans le second degré.

Après avoir souhaité des échanges fructueux à l'assemblée, Anne-Sophie Benoît passe la parole à Ornella Del Giudice, coordinatrice du réseau régional Nord-Est de l'ANDEV et coorganisatrice de ces deux journées. Ornella Del Giudice signale d'emblée que le thème de la pause méridienne s'est imposé de manière naturelle au regard de l'actualité et du rôle central des directions de l'éducation, qui portent la restauration scolaire dans sa globalité : production, service, animation, et assurent les relations triangulaires parents-ville-intervenants du temps de midi.

Ce temps, toutefois, a été quelque peu bousculé par la modification de la semaine scolaire et la mise en place de l'aide personnalisée. Il en a été également beaucoup question lors des concertations sur les rythmes scolaires.

Le congrès 2009 de l'ANDEV avait parallèlement insisté sur la nécessité d'une professionnalisation de ce temps méridien, au regard des personnels d'une part, avec la question des métiers et des complémentarités, et sur les contenus d'autre part. Aujourd'hui, quel partage et/ou quelle limite fait-on entre le temps éducatif et le temps d'animation ?

Les dispositifs, circulaires et réglementations qui s'appliquent au temps de midi évoluent en permanence et subissent souvent des interprétations variables selon les interlocuteurs.

C'est pour toutes ces raisons qu'il est apparu essentiel de consacrer cette rencontre au temps de la restauration, qui permettra à chacun d'avoir une vision globale de son organisation et de son fonctionnement et d'avoir une connaissance approfondie des outils utilisés, pour répondre aux attentes des acteurs de ce temps : enfants, parents, animateurs...

L'impact des règlements, lois et dispositifs sur la restauration scolaire

Une table ronde a permis de présenter le cadre juridique et réglementaire dans lequel s'inscrit la restauration scolaire aujourd'hui, mais aussi demain, et d'explorer les modalités de mise en application sur le terrain des PNNS, GERCN, Grenelle de l'environnement...

Fabien Prignon, diététicien, présente les dispositions du plan national Nutrition santé (PNNS) et du Groupe d'étude des marchés de la restauration collective et de la nutrition (GEMRCN).

Il rappelle que la mise en place du PNNS date de 2001 et a pour objectif d'améliorer la nutrition de la personne.

Il est établi en plusieurs étapes :

- le PNNS 1 (2001 à 2005) est basé sur des recommandations très précises, alors que le PNNS 2 (2006 à 2010) se base sur quatre grands axes (prévention nutritionnelle, dépistage et prise en charge des troubles nutritionnels, mesures concernant des populations spécifiques et développement d'actions locales et chartes entreprises). Les objectifs sont de favoriser l'augmentation de l'activité physique, de diminuer de 20 % le surpoids et d'augmenter de 25 % la consommation de fruits et légumes ;
- la mise en place du PNNS 3 a débuté en 2010 et concerne l'action en milieu scolaire vers la population et les milieux défavorisés.

Le PNNS appliqué en milieu scolaire vise à améliorer l'offre alimentaire en jouant sur la composition des repas servis. Ainsi, tout document doit être labellisé « PNNS ».

Des visites médicales sont organisées pour dépister l'obésité et des cours de techniques culinaires sont mis en place en CE2 et en 5^e. L'augmentation de l'activité physique à l'école est aussi un objectif.

Parallèlement, des données anthropométriques sont recueillies, de manière anonyme, pour étudier les évolutions entre les générations.

Le GEMRCN a préconisé une recommandation datée du 4 mai 2007 comportant des objectifs nutritionnels, des indications sur les structures des repas (nombre et nature des composantes), de l'aide à l'élaboration des menus avec des grammages mini et maxi et des outils pour contrôler l'équilibre alimentaire.

Ces recommandations s'appliquent tant à la petite enfance, qu'aux enfants, adolescents, adultes et personnes âgées, et dans tous les milieux.

Pour Jean-Jacques Hazan, président de la FCPE, ces recommandations doivent être inscrites dans un cadre réglementaire sur la restauration.

Julie Hanot, chef de service Sécurité sanitaire des aliments à la direction départementale de la Cohésion sociale et de la Protection des populations (DDCSPP) de la Marne, indique que le législateur communautaire a entendu la demande de liberté des collectivités locales, en mettant en place des procédures permettant de passer d'un système d'obligation de moyens (arrêté du 29/09/97 en partie abrogé et arrêté du 21/12/09) à un système d'obligation de résultats.

Prochainement, après un temps de formation nécessaire, les Directions départementales des services vétérinaires ont également en charge le contrôle de la qualité nutritionnelle des repas servis en restauration scolaire.

Amandine Lebreton, responsable du programme Alimentation durable et solidaire au pôle scientifique et technique à la Fondation Nicolas-Hulot pour la nature et l'homme, a précisé qu'aujourd'hui, 46 % des restaurants scolaires introduisent le bio dans leur fonctionnement, sachant que seuls 5 % d'entre eux en servent quotidiennement, en raison du coût élevé des denrées et de l'insuffisance de l'offre.

Trois axes sont à prendre en considération : la qualité, la proximité et la saisonnalité. Le premier est développé par l'achat de produits bio et/ou labellisés. Le second s'évalue sur la distance et le nombre d'intermédiaires. Le troisième relève d'une certaine logique.

La restauration scolaire doit intervenir comme acteur permettant de structurer les offres locales et de renforcer les liens sociaux. Cependant, les obstacles sont nombreux et interviennent dans les différents domaines que sont les marchés publics, les approvisionnements, la formation et la maîtrise budgétaire.

Jean-Jacques Hazan, président de la FCPE, relate brièvement, dans un premier temps, l'histoire de la restauration scolaire, en rappelant qu'il s'agit d'un temps s'inscrivant dans l'action éducative locale, en tant que service public auquel tous les enfants ont accès.

Il rappelle que, dans ce domaine extrêmement réglementé, le maire reste le responsable de la pause du midi, même en cas de délégation.

La restauration scolaire est un enjeu de santé publique à travers l'équilibre alimentaire proposé et l'apprentissage du goût. On constate une évolution notable depuis la mise en place des différents PNNS, mais sans portée significative, en l'absence de contraintes.

La FCPE réclame une norme qui porterait sur la qualité de l'environnement, les tarifs modulés, la réhabilitation de la cuisine (faire de la cuisine) et l'utilisation de « bons » produits.

Michel Lejeune, représentant de la Ligue de l'enseignement, distingue deux approches de la restau-

ration scolaire : celle du personnel de service qui consisterait à servir des repas et celle du personnel éducatif qui consisterait à servir des élèves. En fait, les deux approches sont concomitantes.

L'alimentation en milieu scolaire représente 12 % de l'alimentation de l'enfant. Il faut donc jouer sur le côté éducatif pour que l'enfant intègre les bonnes pratiques. Ainsi, les tenues des agents de restauration peuvent poser problème aux enfants car connotent de manière négative le rapport à la nourriture. On se trouve en situation de contre-production entre les normes d'hygiène et les valeurs éducatives à véhiculer. Le bon sens doit l'emporter afin que le temps de midi soit réellement profitable aux enfants.

Souvent, la réponse première consiste à dire « on n'a pas le droit de ».

Pourtant, il suffirait de faire preuve de bon sens : connaître les limites mais aussi les libertés possibles (par exemple, la tenue vestimentaire des agents en salle n'est pas une obligation ; elle relève de la liberté des collectivités dans le cadre de l'analyse des risques).

Il est important de porter le projet à la connaissance de tous les personnels et d'adopter une organisation adaptée qui prenne en compte le service à table mais aussi la valeur éducative du temps de repas.

Alain BOCQUET, directeur de l'éducation de la ville de Nanterre et membre de l'ANDEV rappelle que la restauration n'est pas un service obligatoire, sachant que depuis son existence, les collectivités locales l'ont assuré, dans le cadre d'une légitimité reconnue.

La restauration scolaire est l'objet de différents enjeux.

- La professionnalisation du temps de la pause méridienne.
- La mise en place d'un projet partagé par les familles sans lequel aucune action ne peut exister.
- La nécessité de respecter la légitimité des collectivités territoriales, et ceci dans la durée (compétence, responsabilité, proximité).
- L'innovation (insertion du repas du midi dans la journée de l'enfant).

À la suite de ces différentes interventions, de nombreuses remarques et problématiques ont été soulevées par l'assemblée.

- Les préconisations du GERCN concernant les grammages engendrent des difficultés dans les approvisionnements qui ne sont plus appropriés.
- La formation du personnel à ces nouvelles normes.
- L'évaluation de ces nouvelles mesures.
- La taille des locaux, qui nécessite, pour les plus exigus, la mise en place de plusieurs services sur une même plage horaire. Le temps du déjeuner est

donc réduit, ce qui n'est pas en adéquation avec les différentes préconisations.

- La continuité de l'accompagnement des enfants sur le temps de midi. Les animateurs sont difficiles à former et surtout à conserver sur une période longue permettant la mise en place d'actions cohérentes dans le cadre d'un projet élaboré.

- Les demandes à caractère communautariste. La distinction repas avec ou sans porc ne suffit pas pour certaines familles qui, par conséquent, quittent la restauration scolaire. La traçabilité religieuse n'est pas compatible avec la traçabilité technique. Comment faire correspondre : laïcité, service public, traçabilités technique et religieuse ?

En conclusion, l'important pour la commune, est d'entrer dans un schéma de construction nutritionnelle adapté à ses moyens. Elle doit pouvoir utiliser les différents dispositifs comme des outils, des moyens et ne pas les voir comme des contraintes.

La formation, l'information, la communication, vis-à-vis des différents acteurs de la pause méridienne sont les éléments moteurs de la réussite des différents projets portés par la collectivité et les élus qui doivent y être associés à part entière.

Quelle organisation de la pause méridienne ?

La professionnalisation du temps méridien

Sur ce sujet, des constats communs sont mis en exergue par les participants, à savoir :

- une prise en compte de l'évolution des besoins des enfants et de leurs familles sur le temps de la pause méridienne. Ces besoins se déclinent en termes de fréquentation des jeunes enfants à la restauration, de nature des aliments composant le repas (introduction du bio, respect des régimes spéciaux, mise en place de PAI...) et de besoins éducatifs visant à rendre l'enfant autonome, notamment dans les domaines de l'hygiène et de la santé, et dans un contexte collectif ;
- une nécessaire réorganisation des services des agents Ville intervenant dans les écoles maternelles du fait de la suppression de l'enseignement le samedi matin ;
- une coordination à mettre en place entre les temps scolaires (aide personnalisée, accompagnement éducatif...) et périscolaires sur lesquels les communes sont positionnées.

Le contexte a accéléré la réflexion sur la place des temps périscolaires et a concouru à réaffirmer les missions éducatives des communes durant ces temps ; missions qui se déclinent à travers des projets

éducatifs périscolaires, la pause méridienne étant une partie de ces temps.

Cette ambition éducative nécessite la professionnalisation des personnels intervenant auprès des enfants qui se décline, le plus souvent, par la mise en place des personnels référents.

Ces personnels sont prioritairement les ATSEM en maternelle. Leur implication sur les temps périscolaires assure une permanence auprès des enfants et garantit un accompagnement adapté et le lien avec les parents.

Des animateurs référents sur les temps péri et extrascolaires sont recrutés. Ils peuvent assurer la gestion, la coordination et l'animation de ces temps par un partage de projets auprès des équipes encadrantes.

Autant d'axes de travail qui concourent à une stabilisation des équipes encadrantes autour de projets éducatifs et qui nécessitent la mise en place de formations spécifiques des différents personnels et des rencontres au sein de la communauté éducative dans le respect des missions de chacun.

Si les communes présentes à ce colloque ont mesuré les enjeux de ces temps périscolaires – dont la pause méridienne – et se sont investies dans des réflexions, des projets, un vrai travail de transversalité est à mettre en place, ou à poursuivre, en prenant en compte les conditions de travail des personnels, les agréments DDJS, le financement CAF et le partenariat avec l'Éducation nationale.

Quel rythme et quelle animation autour de cette pause méridienne : comment prendre en compte les rythmes chronobiologiques des enfants et notamment des tout-petits ? Doit-on faire de ce temps un temps éducatif ? Si oui, comment ?

Pour illustrer ce sujet, Madame Massiera présente différentes activités/animations de sensibilisation à la nutrition et au développement durable, proposées par Sodexo pendant la pause du midi.

Ces ateliers se déroulent à l'aide d'un tableau blanc interactif autour de quatre activités :

- connaissances avec un jeu questions/réponses et boîtier électronique,
- information ludique et interactive autour de l'équilibre alimentaire,
- jeux,
- découverte autour de vidéos, animations...

Monsieur Grodet rappelle ensuite que le rythme scolaire d'aujourd'hui n'est pas adapté au fonctionnement de l'enfant. Selon lui, c'est l'intégralité de l'année scolaire qui est à revoir et non seulement la journée. L'enfant doit être au centre du calendrier

scolaire. La pause méridienne doit faire partie de l'ensemble de la journée scolaire, afin de ne pas couper de manière nette le matin et l'après-midi.

Il est souligné les efforts très importants réalisés par les collectivités territoriales sur les restaurants scolaires et la restauration au cours des dernières années. Cependant, subsistent encore des problèmes de rythmes découlant bien souvent du problème de la taille trop réduite des locaux et du temps imparti pour déjeuner. La pause devient donc un temps rapide et souvent stressant, alors que l'enfant devrait se détendre.

Aujourd'hui, nous constatons un manque de coordination entre le scolaire, la restauration et le périscolaire, alors que le besoin est de travailler ensemble.

La FCPE rappelle que les familles peuvent être sollicitées pour participer à l'animation du midi.

Il faut donc réfléchir sur la complémentarité des différents temps et des différents besoins, mais aussi sur un autre système hors l'école, avec un lieu unique intégrant cours, activités sportives et culturelles et restauration.

Madame Mendes présente la pause du midi comme devant être un temps de repos permettant de se régénérer.

L'enfant a aussi besoin sur ce temps de sécurité physique et affective. Il faut donc organiser au mieux l'entrée en salle, le repas et la sortie en respectant le calme, l'hygiène, l'autonomie et en favorisant la socialisation.

Il faut prendre en compte les besoins chronobiologiques de l'enfant, notamment des plus petits, en n'hésitant pas à avancer l'heure de la sieste par exemple.

Un des principaux problèmes rencontrés autour de la pause méridienne est le manque de temps. La durée d'une heure et demie est trop courte pour que l'enfant se repose, surtout si on y intègre un temps de transport pour se rendre au restaurant scolaire. Des expérimentations de deux heures et demie, comme dans la Vienne, permettent l'organisation de véritables activités.

La contrainte est en premier lieu financière car, plus la pause est longue, plus elle représente un coût important. Avant de modifier l'organisation du midi, il faut élaborer un véritable projet général (activités, moyens financiers et humains, locaux) avec la participation de tous les acteurs et l'utilisation de l'ensemble des locaux de l'école et des moyens qui lui sont alloués.

Les échanges qui suivent les exposés montrent toutes les difficultés rencontrées par les collectivités pour coordonner non seulement les activités de la pause méridienne pour en faire un temps éducatif mais surtout les différents acteurs qui s'y retrouvent.

Quel aménagement des locaux, quelle utilisation par les différents intervenants sur ce temps ou encore comment passer de la « cantine » au « restaurant scolaire », en respectant les normes HACCP ?

Pour mémoire, en France, pays où la restauration et le goût appartiennent à la culture et au patrimoine, les cantines et les cantinières ont laissé la place aux restaurants scolaires et aux convives.

En passant de l'état de cantinier à celui d'hôte, l'enfant est passé du stade d'objet à celui d'individu, une forte notion de qualité du service public rendu faisant son apparition.

Le fonctionnement du restaurant scolaire peut se décliner de deux manières ; le service à table, qui implique une notion de partage et qui concerne autant les enfants des classes maternelles qu'élémentaires, ou encore le self-service, plus individualisé, implanté en îlots ou en linéaire (*scramble*) qui intéresse plus les enfants d'âge élémentaire.

À Nanterre, la commune a transformé ses cantines en restaurants scolaires à raison de deux établissements par an sur dix ans. Considérant la nécessité d'assurer une meilleure capacité d'accueil et le besoin d'éviter la multiplication des services, elle a opté pour la création de self-services.

Ainsi les projets ont-ils été conçus en travaillant sur :

- l'espace (création de double entrées, mise en place de couloirs et de sens de circulation, etc.),
- l'impérative fluidité des services,
- le respect indispensable des normes d'hygiène (lavage des mains, présentation des mets, etc.),
- la qualité du matériel (légèreté, durabilité, ergonomie, adaptation aux tailles (5), harmonie des couleurs),
- l'insonorisation des lieux (cloisons phoniques et plateaux insonorisant assurant un gain général en bruit de 30 % environ),
- la qualité de vie (éclairage, bruit, etc.),
- l'aspect sécurité des lieux.

Enfin, il y a eu prise en compte du taux de rotation des convives qui peut être multiplié par deux, trois voire cinq.

La Sodexo a quant à elle créé le concept « Cuisto rigolo », qui intéresse autant les enfants des classes maternelles qu'élémentaires.

Il répond aux besoins des enfants en utilisant des méthodes simples, amusantes et ludiques.

À titre d'exemple, l'espace restauration est organisé de manière à ce que l'enfant soit accompagné tout en conservant une certaine autonomie.

De même, les desserts sont présentés sous forme de verrines simples à utiliser et présentant un certain agrément.

Un travail a également été mené au niveau de la signalétique colorée et ludique, les menus étant présentés aux élémentaires sous forme écrite et au maternelles sous format vocal.

Les règles de vie et de conduites sont affichées dans le restaurant ainsi que la charte d'engagement nutritionnel.

Des panneaux muraux et des toiles décoratives ornent le restaurant.

Des pièges à sons limitent les agressions auditives.

Une fois par semaine, une table des saveurs est dressée sur un thème donné (fromages, fruits, desserts, etc.), sur laquelle les enfants font leur choix en libre-service.

Enfin, les convives sont initiés au tri sélectif.

Monsieur Lejeune, de la Ligue de l'enseignement, souligne, au vu de deux expériences présentées, que sur le temps de pause méridienne, les enfants doivent se sentir bien accueillis, bien nourris, bien éduqués et bien gérés.

Ils doivent ressentir une certaine sécurité affective, être bien, loin des agressions sonores et de toute pression extérieure.

Ils doivent également être guidés vers l'autonomie et la socialisation et apprendre à faire par eux-mêmes, tout en s'appropriant l'espace et les lieux.

Au cours des échanges, le bruit a été souvent évoqué et il apparaît que la table idéale est composée de six convives installés en continu, sans croisement d'échange ni compétition sonore. Il faut également réduire les temps morts pour que les enfants restent calmes, et fermer l'office qui est générateur important de bruit.

Le service à table nécessite moins de place qu'un self qui, par ailleurs, s'avère plus coûteux à construire et à gérer.

En matière d'encadrement, les quotas officiels sont d'un adulte pour quinze enfants en maternelle et un adulte pour trente enfants en élémentaire.

Chaque restaurant étant un cas d'espèce, ces règles demeurent générales et il convient bien entendu de les adapter aux lieux et aux convives concernés.

En conclusion, Anne-Sophie Benoît retient plusieurs points d'ancrage.

- Progressivement, nos services sont passés d'une gestion financière à une prise en charge véritablement qualitative du temps de la pause méridienne et de tout ce qui l'entoure. Nous assistons à une évolution notable des mentalités, qui englobe la santé, l'environnement, le social



et le territoire. L'existence de réelles démarches repose cependant sur une volonté politique locale forte et n'est viable que si elles s'inscrivent dans la durée.

- L'ensemble des questions traitées lors de ces deux journées a mis en avant la spécificité et l'évolution des métiers territoriaux dans un domaine varié et en pleine évolution que recouvrent l'accueil et l'éducation globale de l'enfant, dont la pause méridienne fait partie intégrante. À cet égard, et je me fais l'écho de vos demandes auprès du CNFPT, il est nécessaire de mettre en place une réflexion sur la formation et la professionnalisation des agents qui œuvrent dans la restauration scolaire.

- Le temps intersticié de la pause méridienne

Retrouvez la présentation « Power Point » d'expériences innovantes sur notre site andev.fr (rubrique « Congrès »):

- Introduction du bio en restauration collective à Charleville-Mézières.
- Restauration collective et développement durable à Brest.
- Déjeuners sportifs à Dunkerque.

constitue un champ d'action privilégié de déclenchement de l'innovation éducative locale: les expériences présentées ont été riches et nombreuses; les selfs, les repas spéciaux, les déjeuners sportifs, les produits bio.

- Le temps de la pause méridienne est un temps partenarial, qui n'a de sens que s'il est inscrit dans un projet éducatif local qui facilitera le lien entre les différents acteurs concernés (le directeur d'école, l'animateur, l'ATSEM, le parent, etc.)

Des thèmes n'ont cependant pas été évoqués: celui des collations et goûters. En effet, au-delà de la pause méridienne, les temps périscolaires du matin et du soir sont autant de moments où l'enfant s'alimente, aussi importants tant pour l'éducation alimentaire que pour l'équilibre nutritionnel. Autre thème non évoqué, la place des parents qui, il ne faut pas l'oublier, sont les premiers éducateurs de leurs enfants et les premiers partenaires des collectivités locales.

Anne-Sophie Benoît clôture ce séminaire en remerciant, une fois encore, au nom de l'ANDEV, Ornella Del Giudice et Bruno Petit pour ce partenariat régional exemplaire avec le CNFPT, dont le concept mériterait d'être exporté sur d'autres réseaux.

Les dernières réformes éducatives

Née de la décentralisation, l'ANDEV vous présente une rétrospective des différents textes modifiant l'organisation des services Éducation des villes, ou des rapports soulevant des interrogations parfois gênantes. Ils sont détaillés ci-dessous avec un rappel du contexte.

Décentralisation

Si la politique de décentralisation – processus consistant pour l'État à transférer au profit des collectivités territoriales certaines compétences et les ressources correspondantes – concerne au premier chef les collectivités locales, elle peut aussi s'analyser comme une politique publique impulsée et conduite par le sommet de l'État.

Les deux grands moments de la décentralisation se sont concrétisés par l'adoption de lois élaborées par le gouvernement : ce sont les lois Defferre en 1982-1983, puis la réforme constitutionnelle en 2003 (Jean-Pierre Raffarin en a fait l'un des piliers de son action. Leurs objectifs ? Ouvrir la voie à une « République des proximités », développer la démocratie locale et promouvoir enfin la réforme de l'État).

Ces lois marquent la volonté politique d'opérer une redistribution des pouvoirs entre l'État et les collectivités locales avec comme objectifs une meilleure efficacité de l'action publique et le développement d'une démocratie de proximité.

Ainsi, dès 2003, la possibilité pour une commune d'organiser des activités éducatives, sportives et culturelles complémentaires de l'école (études dirigées par exemple) est réaffirmée. La loi du 22 juillet 1983 ouvre la possibilité pour une commune d'utiliser les locaux scolaires en dehors des heures d'ouverture de l'école pour organiser l'accueil des élèves.

Il suffit d'une décision de la commune ; l'avis du conseil d'école est requis, mais seulement à titre consultatif.

Aménagement du temps scolaire

Une série de circulaires (circulaire « Calmat-Chevènement ») détermine l'aménagement du temps scolaire (ATS) avec des activités physiques, sportives et socioculturelles (circulaire du 19/02/85 [JS], circulaire du 01/04/85 [EN]).

L'article D-411.2 du Code de l'éducation (décret n° 85-502 du 13 mai 1985) prévoit que : en dehors

des heures d'activité scolaire, la garde des enfants est organisée et financée par la commune (ou une association) dans les locaux de l'école.

La **circulaire « Bergelin »** évoque les « Contrats bleus ». Ce sont des activités sportives, culturelles et scientifiques prévues dans un contrat entre l'État et la commune via les directions départementales Jeunesse et Sports. À noter que l'inspection académique n'est pas citée une seule fois.

La **circulaire « Jospin-Bambuck »** évoque l'aménagement des rythmes de vie des enfants (ARVE), avec des activités sportives, artistiques, scientifiques, technologiques et culturelles intégrées dans un projet global d'aménagement du temps de l'enfant articulé avec le projet d'école pendant les temps scolaire, périscolaire et extrascolaire. Notons une incitation à associer d'autres administrations de l'État en plus de l'IA et de la DDJS (Police, Culture, Équipement, DDASS...).

La **circulaire interministérielle (13/04/1989 [Éducation nationale, Culture, Jeunesse et Sports])** sonne la fin des ATS et « contrats bleus » remplacés par les « contrats d'aménagement du temps de l'enfant » (CATE) articulés avec le projet d'école. Le contrat de ville (CV) est un label reconnu au projet global d'une collectivité qui inclut un aménagement du temps. Le ministère de la Culture peut désormais participer financièrement.

La loi d'orientation sur l'Éducation de 1989, dite « loi Jospin », envisage « des activités périscolaires organisées avec le concours des collectivités sans se substituer aux activités d'enseignement et de formation ».

La **circulaire n° 90-103 du 10 mai 1990 sur les animations éducatives périscolaires (AEPS)** actualise les objectifs et les modalités : financées par le fonds d'action sociale pour des actions conduites par des associations en direction des enfants étrangers ou d'origine étrangère.

La **circulaire interministérielle (18/05/1990 [Éducation nationale, Culture, Jeunesse et Sports])** organise l'« aménagement des rythmes de vie des enfants des écoles maternelles et élémentaires ».

Accompagnement à la scolarité et activités

La **charte nationale de l'accompagnement scolaire (1^{re} version du 07/10/1992)** – cadre de référence de l'accompagnement à la scolarité – couvre l'ensemble des actions qui visent à offrir aux enfants et aux adolescents l'appui et les ressources dont ils ont besoin pour réussir leur scolarité, et qu'ils ne trouvent pas toujours dans leur environnement familial et social. Ces actions, en dehors du temps scolaire, sont centrées sur l'aide aux devoirs et les apports culturels nécessaires à la réussite scolaire.

Cette charte interministérielle concerne également le FAS (fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés et leurs familles) et la CNAF.

L'année scolaire 1993-1994 voit l'État inciter à aller au-delà des CATE pour parvenir à des aménagements plus globaux en lien avec les programmes des autres services de l'État. Une convergence est à rechercher avec l'Éducation nationale, la Culture, les collectivités, le FAS, la CAF, etc.

Un **protocole d'accord (17/11/1993)** relatif à l'Éducation artistique concerne quatre ministères (Éducation nationale, Culture, Enseignement supérieur et Sports) et envisage un plan d'action sur cinq thèmes :

- le renforcement du partenariat,
- la consolidation des enseignements artistiques, la formation,
- le développement de plans locaux pour l'éducation artistique,
- l'aménagement du temps scolaire et des rythmes de vie,
- l'emploi.

La **circulaire n° 94-226 du 6 septembre 1994** – application du nouveau contrat pour l'école – supprime les devoirs écrits et met en place des études dirigées d'une demi-heure sur le temps scolaire de 16 h 00 à 16 h 30 tous les jours scolaires. Ces études dirigées n'ont pratiquement jamais été mises en œuvre et paraissent totalement oubliées bien que la circulaire soit toujours en vigueur.

En 1995, un **contrat ARVEJ (aménagement des rythmes de vie des enfants et des jeunes)** remplace les CATE et CVEJ avec quatre objectifs pour l'enfant et le jeune :

- le respect des rythmes de vie,
- le développement harmonieux,
- la réussite scolaire,
- la participation à la vie de la cité.

Activités culturelles, sportives et artistiques pour les élèves (premier et second degrés), surtout sur le temps non scolaire. Mise en cohérence du temps scolaire, périscolaire (matin, midi, soir) et extrascolaire (CLSH).

La **circulaire n° 96-488 du 30 juillet 2006** organise la mise en œuvre de contrats locaux d'accompagnement scolaire (CLAS) suite au pacte de relance pour la ville pour les enfants des secteurs ZEP et ZUS. Création de comité de pilotages départementaux (DDASS, CAF, FAS). Les éventuels autres dispositifs (RSE, AEPS) deviennent de la compétence de ces comités départementaux.

La **circulaire interministérielle n° 98-144 du 9 juillet 1998** (BOEN n° 29 du 16/07/98) [Éducation nationale, Jeunesse et Sports, Culture, Ville]. Le contrat éducatif local a vocation à intégrer les ARVEJ, AEPS, RSE, CLSH. Création d'un groupe départemental de pilotage (préfet et inspecteur d'académie) et de groupes locaux de pilotage.

Ces activités culturelles, sportives et artistiques pour les élèves du 1^{er} et du 2^d degré hors temps scolaire doivent permettre de compenser les inégalités dans l'accès à la culture, au sport et aux savoirs. En 2000, le **contrat local d'accompagnement scolaire (CLAS)** constitue le dispositif unique ; suppression des animations éducatives périscolaires (AEPS), des réseaux solidarité écoles (RSE), des « anciens » CLAS de 1996. Mise en œuvre d'un comité national et de comités départementaux de pilotage (DDASS, CAF).

La **charte nationale de l'accompagnement à la scolarité (2^{de} version le 23/08/2001)** apporte un cadre de référence de l'accompagnement à la scolarité : ensemble des actions visant à offrir, au côté de l'école, l'appui et les ressources dont les enfants ont besoin pour réussir à l'école, et qu'ils ne trouvent pas toujours dans leur environnement familial et social. Ces actions sont centrées sur l'aide aux devoirs et les apports culturels nécessaires à la réussite scolaire.

La **circulaire du 11 décembre 2001** prévoit la mise en œuvre de la veille éducative au titre de la lutte contre la pauvreté et les exclusions. Création de cellules de veille éducative dans le cadre du programme de prévention et de lutte contre la pauvreté et l'exclusion (commune en contrat de ville) (Jospin, Lang, Bartelone).

École ouverte

La **circulaire n° 2003-008 du 23/01/2003** présente la « **charte école ouverte** ». Il s'agit de l'ouverture des collèges ou lycées (en zone d'éducation prioritaire) pour accueillir des enfants et des jeunes pendant les vacances scolaires, les mercredis ou samedis durant l'année scolaire ; ce texte conforte le dispositif en place depuis 1991. Chaque année, un appel à projet permet d'accueillir des élèves de cycle 3 des écoles élémentaires grâce au volontariat des enseignants rémunérés par l'État.

Un groupe de pilotage régional (GPR) valide et alloue le financement des projets.

Réussite scolaire

Propositions (12/10/2004) de la **commission Thélot** pour la loi d'orientation Fillon : « Pour la réussite de tous les élèves ; Rapport de la commission nationale chargée du débat national sur l'avenir de l'école ». Ce rapport faisait suite au débat national lancé par Luc Ferry et Xavier Darcos en 2003.

Le 15 septembre 2003, le Premier ministre installait la commission du débat national sur l'avenir de l'école. Conformément aux propos du président de la République, qui répondait ainsi au souhait de beaucoup de personnes et d'organismes dans le pays, cette commission était investie d'une double mission : organiser un grand débat qui devait permettre de recueillir les réflexions et les suggestions de tous ; éclairer les choix du Gouvernement sur les principales lignes d'évolution possibles et souhaitables du système éducatif français pour les quinze prochaines années dans le cadre de la préparation d'une nouvelle loi d'orientation. Le **rapport Glasman** (15/12/2004 - Rapport au Haut Conseil de l'évaluation de l'école) sur « le travail des élèves pour l'école en dehors de l'école » étudie les tâches liées à l'activité scolaire des élèves en dehors des heures de cours et évalue leur efficacité au regard des résultats et des progrès scolaires. Dominique Glasman fait la distinction entre les tâches explicitement prescrites par l'école et directement liées aux apprentissages réalisés en classe (devoirs et leçons) et celles qui sont choisies volontairement par les élèves ou leurs familles et visent plutôt à mieux se préparer à affronter la scolarité et les épreuves scolaires, à anticiper sur les apprentissages ou à compenser des points faibles ou des manques (cours particuliers, accompagnement à la scolarité, « *coaching* scolaire », devoirs de vacances, jeux éducatifs).

Le rapport présente des recommandations de nature à mieux définir et évaluer le travail hors de la classe et ainsi réduire les inégalités susceptibles d'apparaître entre les élèves.

Circulaire de « relance » de l'éducation artistique et culturelle - **Circulaire n° 2005-014 du 3/01/2005**.

La **loi Fillon**, loi n° 2005-380 du 23 avril 2005, d'orientation et de programme pour l'avenir de l'école apporte de nouveaux objectifs :

- la réussite pour tous les élèves,
- la mise en œuvre d'un socle commun,
- l'instauration du Haut Conseil de l'Éducation,
- le programme personnalisé de réussite éducative (PPRE), plan coordonné d'actions conçu pour répondre aux besoins d'un élève lorsqu'il apparaît qu'il risque de ne pas maîtriser les connaissances et les compétences du socle commun,
- les langues vivantes, l'éducation civique.

Politique de la ville

Circulaire du 24 mai 2006 de la ministre déléguée à la Cohésion sociale et à la Parité. Mise en œuvre des nouveaux contrats urbains de cohésion sociale (CUCS) d'une durée de trois ans, reconductibles sur la période 2007-2012.

Décret n° 2006-945 du 28 juillet 2006 : création de l'ACSE (Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances), qui entraîne la disparition du FASILD (fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations) crée en 2001 (ex-FAS).

Projets gouvernementaux

L'**assouplissement de la carte scolaire** a été souvent évoqué en 2007. La volonté gouvernementale (note ministérielle) donne deux nouveaux objectifs :

- donner plus de liberté aux familles pour, à terme, donner le libre choix des établissements scolaires ;
- favoriser l'égalité des chances et améliorer sensiblement la diversité sociale dans les collèges et les lycées.

Différents rapports montreront ultérieurement, et encore tout dernièrement (rapport annuel de la

ACTE II DE LA DÉCENTRALISATION

La loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales modifie le paysage éducatif.

- Création du conseil territorial de l'éducation (à préciser par décret).
- Transfert des biens immobiliers des communes (collèges, lycées).

- Carte scolaire : périmètres scolaires (Conseil municipal) inscription des élèves (Maire).
- Expérimentation possible d'« établissement public local d'enseignement (EPL) » pour les écoles communales.
- Charges intercommunales au fonctionnement des écoles privées.

HALDE 2009) que si la liberté a été acquise par certains, la diversité sociale est un leurre, en règle générale.

Accompagnement éducatif, à l'instigation de l'État, le soir après l'école pour accueillir les « orphelins de 16 heures ». La circulaire n° 2007-115 du 13 juillet 2007 (mise en place de l'accompagnement éducatif dans les établissements de l'éducation prioritaire) organise :

- l'aide aux devoirs et aux leçons,
- la pratique sportive,
- la pratique artistique et culturelle
- et prévoit des heures supplémentaires pour les enseignants volontaires et des subventions pour les associations.

Un document d'orientation (13/11/2007 : propositions du ministre de l'Éducation nationale, soumises à discussion), se propose de définir un nouvel horizon pour l'école :

- de nouveaux programmes de l'école,
- le passage de 26 à 24 heures pour les élèves avec maintien de 27 heures pour les enseignants,
- de nouvelles évaluations communiquées aux familles : CE1, CM2,
- des stages de remises à niveau,
- le renouvellement des missions de l'école maternelle.

École maternelle

Le 19/12/2007, le **rapport Bentolila** sur l'école maternelle préconise notamment le désengagement progressif de la scolarisation à deux ans.

Un **rapport de la Cour des comptes (10/09/2008)** sur la scolarisation des 2-3 ans dresse le constat d'une diminution de 27 % de la scolarisation des 2-3 ans entre 2003 et 2007. Cette évolution peu cohérente au regard de la bonne utilisation de l'argent public – un enfant coûte 4 570 € à l'école contre 13 368 € en EAJE (établissement d'accueil des jeunes enfants) – nécessite de mieux expliciter les objectifs de l'État et d'associer les acteurs concernés (CAF, collectivités).

Le **rapport sénatorial Papon, Martin (04/11/2008)** sur « l'accueil des jeunes enfants, pour un nouveau service public » doute de l'intérêt de la scolarisation en école maternelle à deux ans et propose la création de jardins d'éveil pour les 2-3 ans.

Service minimum d'accueil (SMA)

Mise en place d'un service minimum d'accueil dans les écoles assuré par les communes en cas de grève des enseignants. L'état finance les communes via des conventions.

Première expérience de service minimum le 24 janvier 2008 pour les communes volontaires.

Le 20 novembre 2008, première véritable mise en œuvre du SMA. Plusieurs villes refusent la mise en œuvre du SMA (impossibilité de s'organiser dans des délais trop courts, pas de garanties de sécurité) et les recours préfectoraux devant les tribunaux administratifs sont nombreux, avec des résultats contradictoires selon que la commune a fait ou pas des « efforts » pour essayer la mise en œuvre du SMA.

Le 15 mai 2008, une déclaration du président de la République annonce une loi, avant l'été, sur le service minimum dans les écoles, qui obligerait les communes à assurer l'accueil des écoliers en cas de grève des enseignants.

La **loi n° 2008-790 du 20 août 2008** instaure le service minimum d'accueil par la commune si 25 % des enseignants dans une école sont en grève. Dispositif législatif complété par la circulaire d'application du 26 août 2008, le décret du 4 septembre 2008 (compensation financière) et le décret du 1^{er} décembre (négociations préalables avec les syndicats).

Semaine de quatre jours

Premiers stages de remise à niveau pendant les vacances scolaires d'hiver 2008 pour les élèves de CM1 et CM2 présentant des difficultés en français ou en mathématiques (objectif de 10 % des élèves). Ainsi 15 heures (3 heures par jour) aux vacances de printemps, durant la 1^{re} semaine de juillet ainsi que la dernière semaine d'août sont proposées à des groupes de six élèves maxi-encadrés par des enseignants volontaires rémunérés en heures supplémentaires.

La signature d'un relevé de conclusion commun entre ministère/deux syndicats (SGEN-CFDT, SE-UNSA) sur le réinvestissement des heures libérées par la suppression des heures de cours du samedi matin annonce la fin de la classe le samedi matin en primaire.

Passage à 24 heures pour les élèves, avec maintien de 27 heures pour les enseignants, et accord avec les syndicats pour la répartition des 108 heures (samedi matin supprimé) :

- 24 heures : travaux en équipes pédagogiques et relations avec les parents,

- 18 heures : animation pédagogique et de formation,
- 6 heures : conseils d'école,
- 60 heures : actions directes auprès des élèves rencontrant des difficultés d'apprentissage.

De nouvelles organisations sont à trouver pour l'organisation de la semaine scolaire – selon des principes à respecter pour déroger à la semaine de quatre jours :

- organisation sur neuf demi-journées concerne uniquement le mercredi matin ;
- consultation nécessaire de tous les parents préalablement à l'avis du conseil d'école ;
- avis de l'IEN, de la commune (conforme) et des associations ;
- décision de l'IA-DSDEN.

Le **décret n° 2008-463 du 15 mai 2008** fixe l'organisation et le fonctionnement des écoles maternelles et élémentaires (de 26 heures à 24 heures sur 4 jours). Ce décret sera complété ensuite par :

- la circulaire n° 2008-082 du 5 juin 2008,
- les arrêtés du 16 mai 2008 et du 9 juin 2008 (horaires, programmes),
- le décret n° 2008-775 du 30 juillet 2008 (aide personnalisée des 60 heures).

Généralisation de la semaine de 4 jours à la rentrée 2008-2009 : pas de dérogations possibles au calendrier scolaire national (avec maintien des zones) mais organisation possible des 24 heures sur 9 demi-journées (avec mercredi matin).

Obligation scolaire

En application de l'article L. 131-6, le maire peut mettre en œuvre un traitement automatisé de données à caractère personnel ayant pour finalités de procéder au recensement des enfants soumis à l'obligation scolaire résidant dans la commune et de recueillir les informations concernant l'inscription et l'assiduité scolaires de ces enfants afin de lui permettre de prendre les mesures à caractère social ou éducatif dans le cadre des compétences qui lui sont conférées, notamment par les articles L. 141-2 et L. 222-4-1 du Code de l'action sociale et des familles.

Accompagnement éducatif

Nouvelle **circulaire (n° 2008-081 du 5 juin 2008)** sur l'accompagnement éducatif pour les écoles élémentaires, dès 2008-2009 pour les écoles élémentaires

taires en réseau d'éducation prioritaire, et ensuite extension à toutes les écoles élémentaires.

Cet accompagnement comprend l'aide au travail scolaire, la pratique sportive, artistique et culturelle. Le BOEN hors série n° 3 du 19 juin 2008 publie les « nouveaux programmes de l'école primaire ». L'arrêté fixe les programmes d'enseignement de l'école primaire.

Réussite scolaire

Une **lettre (27 janvier 2009)** de Xavier Darcos et Fadela Amara aux préfets et recteurs annonce la création, à partir du 1^{er} février 2009, de 5 000 postes de médiateurs de réussite scolaire dans les EPLE pour réduire l'absentéisme des élèves (objectif de réduction de 30 % ou 50 % selon les EPLE).

La **circulaire n° 2008-174 du 18-12-2008** : décidé en juin 2008 lors du comité interministériel des villes, le plan « Espoir banlieues » vise à mesurer l'importance et l'évolution du phénomène de décrochage scolaire. La circulaire précise les territoires concernés et le diagnostic à établir en vue d'apporter des réponses adaptées à ce frein à l'égalité des chances.

Devoir de mémoire

Une **note de service du 22/01/2009** instaure « Un jour pour le devoir de mémoire ».

En 2002, les ministres européens de l'Éducation ont décidé d'instaurer la journée de la mémoire de l'Holocauste et de la prévention des crimes contre l'humanité. La date du 27 janvier, anniversaire de l'ouverture du camp d'Auschwitz, a été retenue par la France et par l'Allemagne. À cette occasion, enseignants et élèves sont invités à travailler sur le devoir de mémoire.

Au mois de février, un autre document évoque pour les élèves des « clés de compréhension et de réflexion, sur la traite négrière, l'esclavage et leurs abolitions » aux programmes des 1^{er} et 2^d degrés. Dans la **note de service n° 2009-023 du 9-2-2009**, la communauté éducative est invitée à participer aux manifestations du 10 mai, journée de commémoration nationale de l'esclavage depuis 2006.

Fournitures scolaires et égalité des chances

Dans le cadre de sa scolarité, chaque élève doit disposer de fournitures individuelles acquises sur demande des professeurs. Pour protéger le pouvoir d'achat des familles et alléger les cartables, une démarche de modération de cette demande a été engagée en 2007. Pour la rentrée 2009, une liste des fournitures scolaires essentielles est jointe en annexe. Afin de favoriser une réelle égalité des chances à l'école, les enseignants sont invités à s'y référer.

Plan « Espoir banlieues »

Afin de réduire les différences sociales et d'augmenter l'égalité des chances, le plan « Espoir banlieues » se poursuit (07/05/2009). Le second volet du plan vise la poursuite de l'ouverture des classes préparatoires aux grandes écoles, l'accompagnement éducatif et la lutte contre le décrochage scolaire.

D'autres mesures seront mises en place dès 2009, notamment la création d'une banque de stages par académie afin de favoriser l'insertion professionnelle.

La grippe A - pandémie

04/09/2009 - Grippe A/H1N1 : les gestes barrières - Recommandations face à la Grippe A/H1N1

En juin 2009, les premiers cas de grippe A/H1N1 faisaient leur apparition dans les écoles et les établissements scolaires. Face à l'évolution de l'épidémie, une circulaire précise les attitudes à adopter en cas de suspicion du virus, notamment en matière de fermeture et de réouverture d'un établissement. Par ailleurs, il est confirmé que la situation actuelle ne justifie pas le report de la rentrée scolaire.

Face à la contagiosité du virus, différentes mesures sont mises en place. Après un rappel des modes de transmission, la note de service énonce les bons gestes à adopter. Parmi eux : se laver les mains plusieurs fois par jour et utiliser des mouchoirs jetables. Ces « gestes barrières » devront être présentés à tous les élèves en début d'année scolaire.

Insécurité

L'école a connu sa part de faits divers, notamment dans les collèges, et le gouvernement a beaucoup communiqué sur la question de la sécurité ces dernières années.

Protection du milieu scolaire - questions de sécurité. La circulaire (10/03/2010) publiée au Bulletin officiel dresse un bilan d'étape du dispositif de sécurisation des établissements scolaires, précisé par une circulaire de septembre 2009.

Elle fixe également des objectifs à remplir avec quatre mesures essentielles :

- les établissements devront avoir réalisé leur diagnostic de sécurité d'ici juin 2010 ;
- la mise en place opérationnelle des équipes mobiles de sécurité dans les académies devra être achevée avant la fin mars 2010 ;
- les correspondants sécurité-école doivent être désignés ;
- dans le cadre de la formation aux problématiques de sécurité et à la gestion de crise, la circulaire liste les formations nationales et les plans académiques de formation.

Par ailleurs (**circulaire n° 2010-090 du 29-6-2010**), la création d'une dizaine d'établissements de réinsertion scolaire (ERS) est programmée au cours de l'année scolaire 2010-2011.

La circulaire définit les modalités de création des établissements de réinsertion scolaire. Annoncés lors des États généraux sur la sécurité à l'école, ces établissements proposeront à des élèves « particulièrement perturbateurs » une scolarité aménagée, « le plus souvent au sein d'internats scolaires spécifiques ». L'objectif est de les réinsérer dans une formation générale, technologique ou professionnelle. Après avoir défini l'organisation générale des ERS, la circulaire expose le projet pédagogique et éducatif, les modalités d'entrée et de sortie de l'établissement, l'accompagnement et l'évaluation mis en place

Éducation prioritaire

Le programme « Clair » 2010-2011 (22/07/2010) – collèges et lycées pour l'ambition, l'innovation et la réussite – sera expérimenté dès la rentrée 2010. Il est destiné aux établissements « concentrant le plus de difficultés en matière de climat scolaire et de violence ».

Le programme contient des innovations dans trois champs : pédagogie, vie scolaire et ressources humaines.

Il se caractérise par trois types d'innovations :
– dans le champ de la pédagogie, avec un large

- recours aux expérimentations prévues par l'article L. 401-1 du Code de l'éducation ;
- dans le champ de la vie scolaire, grâce à un projet pédagogique et éducatif porté par tous les personnels, avec notamment la désignation d'un préfet des études dans les collèges, pour chaque niveau, et les classes de seconde des lycées généraux, technologiques et professionnels ;
- dans le champ des ressources humaines, afin de stabiliser les équipes, en développant les postes à profil et en favorisant l'évolution des carrières.

Ces innovations renforcent la cohésion et la mobilisation des équipes. La réussite de tous les élèves demeure l'objectif commun. Les actions pour y parvenir font l'objet d'une adhésion des personnels de direction, d'enseignement, d'éducation, de santé, du social et d'orientation, et sont menées sur des objectifs prioritaires clairement identifiés et partagés de tous. Avec les familles et leurs représentants, c'est l'ensemble de la communauté éducative qui est mobilisée.

Préparation de la rentrée 2010

La circulaire du 18/03/2010 présente les priorités de la rentrée 2010, qui s'inscriront dans la continuité des réformes en cours (réforme du lycée et refonte de la formation des enseignants). Les priorités par niveau sont gouvernées par les cinq principes directeurs suivants :

- maîtriser les fondamentaux et ancrer l'éducation artistique et culturelle ;
- personnaliser les parcours scolaires ;

- responsabiliser les équipes et les élèves à tous les niveaux ;
 - accélérer le développement du numérique à l'école ;
 - renforcer la politique de santé et la pratique du sport.
- Parmi les priorités, on notera l'installation, au collège, du nouveau diplôme national du brevet (DNB).

Au lycée, l'effort portera sur l'accompagnement et l'orientation des élèves. La réforme de la voie professionnelle sera également consolidée.

Livret personnel de compétences

La **circulaire n° 2010-087 du 18-6-2010** de présentation du livret personnel de compétences fixe les modalités d'utilisation et définit le protocole de validation du socle commun de connaissances et de compétences. Le texte rappelle que ce livret est non seulement un outil institutionnel qui atteste de la maîtrise des sept compétences du socle commun, mais également un outil pédagogique mis au service du suivi personnalisé des élèves.

Une application numérique sera déployée dans les établissements scolaires, à la disposition des équipes pédagogiques. Le module collège de cette application sera disponible dès la rentrée 2010, tandis qu'un module propre au 1^{er} degré entrera en service à la rentrée 2011.

Un arrêté publié au Bulletin officiel contient le modèle national du livret de compétences

Patrice David

Remerciements à Joël Queven, de la ville de Rennes, qui a recensé ces textes.

L'opération « Mon école, mon menu » à Cholet

Un engagement en direction de la qualité et de l'éducation alimentaires

Forte du constat de la croissance constatée des cas d'obésité infantile et consciente que les habitudes alimentaires se prennent dès le plus jeune âge, la Ville de Cholet avait déjà engagé plusieurs actions de sensibilisation, s'associant notamment aux Semaines nationales du goût et de la « fraîche attitude », proposant des repas à thème tout au long de l'année, des animations ponctuelles ou bien récurrentes telles que « Un vendredi au jardin ».

Franchissant une étape, elle a fait le choix de s'impliquer d'avantage encore dans l'éducation nutritionnelle des enfants en lançant dès 2009 l'opération « Mon école, mon menu ». Cette démarche inédite actant un partenariat entre la Ville de Cholet et l'Éducation nationale vise à responsabiliser les enfants et à les rendre acteurs de leur alimentation. Les élèves de cycle 3 sont ainsi invités à élaborer et proposer des menus distribués ensuite dans les restaurants scolaires.

En 2010, cette initiative connaît un franc succès. Cinq écoles élémentaires – contre deux la première année – sur les quinze établissements de la ville contactés participent à la seconde édition de l'opération.

Après avoir bénéficié pendant quatre mois, à dater du 4 janvier 2010, d'un apport pédagogique autour de l'alimentation, la nutrition et le classement des aliments, en accord avec les recommandations du PNNS (programme national Nutrition Santé), les enfants de chaque école sont tenus de proposer un menu ensuite distribué dans les restaurants scolaires durant la semaine du 3 au 11 mai 2010.

Cette opération est accompagnée par une diététicienne du service scolaire qui développe l'importance d'une alimentation équilibrée et souligne la nécessité d'avoir recours à un plan alimentaire pour la restauration scolaire.

La communication de ce plan pour le cycle de menus en cours ainsi qu'une liste de fiches de recettes favorisent, par ailleurs, l'élaboration des menus par les enfants. L'invention de noms pour les plats et la réalisation de cartons menus spécialement conçus par les enfants ajoutent une note complémentaire à la créativité culinaire. Enfin, l'annonce des menus et une visite de la cuisine centrale valorisent le travail effectué tout au long de ces cinq mois.

Fruit d'une démarche concertée, « Mon école, mon menu » a rencontré une forte implication

de l'ensemble des acteurs du projet. La Ville, l'Éducation nationale, les écoles et la société de restauration scolaire se sont fortement investies dans cette action de sensibilisation à l'éducation nutritionnelle.

En 2010, la Ville de Cholet innove et crée un « chevalet menu » au service de l'équilibre alimentaire.

Installé au sein des salles de restauration scolaire, ce grand panneau propose une initiation pédagogique à deux niveaux :

- en direction des maternelles, au moyen de magnets imagés, pour la découverte et la connaissance des aliments. Chaque enfant est impliqué activement et de façon ludique dans cet apprentissage des aliments (chasse à l'intrus, etc.) ;
- en direction des élémentaires, au moyen de magnets de couleur, pour la découverte et la connaissance de l'équilibre alimentaire.

Nicolas Debucquet

**Directeur de l'Enseignement, des Sports et de la
Jeunesse – Ville de Cholet**
ndebucquet@ville-cholet.fr

Les comptes rendus intégraux des réunions régionales sont consultables sur le site andev.fr.

L'accueil en milieu scolaire maternel « ordinaire » d'enfants « différents » à Tourcoing

Une réelle prise en charge du public en difficulté

La Ville de Tourcoing a souhaité développer un projet « innovant » pour l'accueil en milieu scolaire « ordinaire » d'enfants de maternelle ayant des troubles envahissants du comportement.

Le constat initial met en évidence l'absence d'offre de « scolarisation » susceptible d'accueillir ces enfants. En effet, les structures existantes ne sont accessibles qu'à des enfants d'âge élémentaire. Confirmant cet état de fait, on rappellera que la MDPH n'instruit que les dossiers d'enfants ayant six ans effectifs (âge de l'instruction obligatoire). Les enfants de maternelle ne sont donc pas pris en compte, alors que chacun s'accorde à reconnaître que la précocité de la prise en charge de ces enfants est un facteur déterminant. Le souhait de travailler à cette précocité de prise en charge a été l'un des éléments déclencheurs du travail mené à Tourcoing pour construire une offre de « scolarisation ».

Le deuxième élément moteur du projet a été de réfléchir à cette offre de scolarisation en milieu « ordinaire » afin de favoriser « l'intégration » des enfants accueillis.

Le choix de l'école maternelle qui allait, alors, accueillir cette classe a bien évidemment été un point capital : il garantissait, ou non, la réussite de cette entreprise. Il induisait l'assentiment de la directrice et des enseignants sur le projet ainsi que leur capacité à travailler à un processus d'intégration d'enfants ayant des troubles envahissants du comportement.

Une fois ces orientations stratégiques définies, la deuxième étape a été de construire une ingénierie de projet avec l'ensemble des partenaires nécessaires à sa mise en œuvre. Hormis la Ville, l'Éducation nationale se devait d'être « présente », avec l'ensemble de ses cadres (IEN de l'enseignement spécialisé, IEN de la circonscription où se trouvait l'école choisie comme site d'accueil, les psychologues scolaires, le RASED, l'enseignante chargée de la classe) ; l'ATSEM recrutée sur profil était aussi un acteur d'importance dans cette ingénierie. Toutefois, un partenaire important a manqué, puisque, dès l'origine, l'Éducation nationale a considéré qu'elle ne pouvait être en situation « d'expertise » pour établir un diagnostic auprès d'enfants ayant des troubles envahissants du comportement : elle n'était donc pas en mesure de déterminer si ces enfants étaient susceptibles d'intégrer une scolarisation.

Le CAMSP (centre d'action médico-social précoce) a donc été l'organisme choisi pour cette expertise : aucune « scolarisation » ne peut avoir lieu sans sa validation. C'est aussi le CAMSP qui organise, avec l'enseignante titulaire de la classe, le suivi hebdomadaire de la scolarisation. Afin de conforter notre ingénierie, un groupe de pilotage se réunissant au moins trois fois par an (il peut être réuni davantage au besoin) fait le suivi et l'évaluation du projet avec l'ensemble des partenaires. La scolarisation, qui se déroule uniquement le matin, a lieu dans une classe adaptée en termes de surfaces dédiées, d'équipements, de matériels et d'outils pédagogiques spécifiques. L'ensemble de cette logistique est pris totalement en charge par la Ville de Tourcoing. Cette classe ne peut accueillir plus de cinq enfants.

La scolarisation en milieu ordinaire de ces enfants pose évidemment la question des « limites » de leur intégration : il convient, en effet, de garantir à la fois un « espace » qui ne met pas ces enfants en difficulté, mais aussi de créer les conditions d'une intégration avec les autres enfants scolarisés dans l'école.

Le temps de la récréation a été choisi pour être le moment de « rencontre » : l'expérience positive de ce temps partagé démontre qu'il est tout à fait possible de favoriser ces temps d'intégration. Il a même été envisagé en comité de pilotage que le temps de la restauration scolaire pourrait aussi être un temps « partagé », si ce temps devenait un support utile à l'intégration pour certains enfants.

Le projet de la Ville de Tourcoing est, enfin, de développer cette expérimentation sur le niveau « élémentaire », avec pour partenaire d'expertise l'EPSM (établissement public de santé mentale).

L'enseignante titulaire de la classe maternelle serait chargée des enfants d'élémentaire afin de garantir une continuité pédagogique, d'assurer un « repère » identifié pour les enfants concernés et un « partenaire » repéré pour les familles.

L'ensemble de l'ingénierie et de la logistique pour cette deuxième étape étant finalisé, l'accueil d'enfants d'élémentaire devrait être effectif à la prochaine rentrée scolaire.

Florence Hudelist

Directrice de l'Éducation – Ville de Tourcoing
fhudelist@ville-tourcoing.fr

Agenda

Audition de l'ANDEV au Sénat lors de la commission Culture des sénateurs socialistes sur l'égalité des chances à l'école

Rencontre avec les syndicats d'enseignants et la FCPE

La commission permanente de l'ANDEV a rencontré l'UNSA, le SGEN, le GDID – les syndicats d'enseignants – et la FCPE, première fédération de parents d'élève. Chaque partenaire partage aujourd'hui le constat de l'existence d'une école au cadre suranné, qui ne répond plus aux exigences de notre société, et dont l'organisation administrative, financière et pédagogique doit évoluer. Chacun s'accorde à dire qu'il est absolument nécessaire de redéfinir le système éducatif dans le cadre d'une plus grande cohérence, grâce notamment à la mise en œuvre du socle commun. Alors qu'en 2007, ils avaient crié leur opposition à la création de l'EPEP, ils sont aujourd'hui, comme l'ANDEV, favorables à une expérimentation, mais pas à n'importe quelle condition.

Extrait du compte rendu de la commission permanente du 17 juin 2010

Rencontre avec le syndicat des enseignants-UNSA (SE-UNSA) représenté par Christian Chevalier (secrétaire général), Stéphane Crochet et une collègue

Le SE-UNSA informe que lors de son congrès national tenu en mars dernier à Brest sous le slogan « Imaginons demain », le thème des EPEP a largement mobilisé les débats.

Cette question a donné lieu à de vifs échanges entre les tenants d'un établissement public fortement encadré et ceux qui, par cette référence, redoutent la mise en place d'un « EPLE du premier degré ». Les congressistes ont accepté l'inscription du terme « d'établissement public » du premier degré dans le projet syndical.

Parmi les craintes exprimées par certains congressistes a émergé la mise en place d'une tutelle hiérarchique : « Beaucoup de nos collègues craignent de se voir imposer un supérieur hiérarchique, alors que le directeur d'école aujourd'hui n'en est pas un » précise le SE-UNSA.

Ce syndicat pose, parmi ses exigences, « la possibilité de revenir à une structure antérieure » et l'impossibilité pour le directeur d'école d'être un supérieur hiérarchique, soit-il enseignant : « C'est un rempart important qui répond à une crainte épidermique des enseignants du premier degré de perdre leur indépendance. »

Pour le SE-UNSA, l'établissement public doit « rester à taille humaine » et tenir compte des spécificités locales : « Il n'y a pas de solution univoque. On ne peut pas proposer la même chose pour une école à deux classes que pour une à vingt ! »

Le SE-UNSA énonce plusieurs remarques.

- Il souhaite avancer vers une expérimentation avec un protocole et une évaluation clairement définis en amont.

- Les directives ne peuvent pas venir du sommet de la hiérarchie : la demande d'expérimentation doit émaner du terrain.

- Tout conseil d'administration devra, en termes de représentativité, garantir un équilibre entre les différents partis réunis.

- Il existe une « susceptibilité » des enseignants sur la gestion des aspects pédagogiques (prérogative professionnelle), d'où la difficulté d'identifier les rôles, statut et mission du directeur, considéré comme un pair.

- Réactions aux propos des membres de l'ANDEV : la notion de travail d'équipe n'est pas assez mise en exergue.

Les EPEP sont un sujet sensible sur lequel il faudra réfléchir avec précaution, en raison d'un prochain contexte électoral.

Le SE-UNSA désire avancer avec prudence, tout comme l'ANDEV, dans un souci de grande concertation.

Les membres de la Commission Permanente interrogent sur ce qu'il en est du transfert de charge, et de l'articulation projet d'école/PEL.

Rencontre avec la fédération des SGEN-CFDT, représenté par Joël Deboulon et Nadine Peygna

Le SGEN-CFDT fait trois constats :

- la question de la réussite scolaire doit prendre en compte les éléments nouveaux apparus avec les lois de la décentralisation ;
- l'école est en partie responsable de l'échec sco-

Les prochaines rencontres de Rennes se dérouleront en avril 2011.

laire car elle est bâtie sur un modèle pédagogique privilégiant la filière scientifique au lycée, « voie royale » seul synonyme de réussite ;

- l'école ne doit plus être qu'un organisme distribuant les savoirs en termes quantitatifs mais doit s'attacher à hiérarchiser les savoirs dispensés.

Le SGEN-CFDT remarque que le fait scolaire doit englober les différents temps et éviter la simple juxtaposition de ces temps.

Le SGEN-CFDT propose de concevoir un ensemble éducatif local identifié sur lequel se reposeraient les partenaires : idée d'un cadre national en termes d'horaires et de contenus, avec un calendrier des vacances *a maxima* et *a minima*. Le niveau local assurerait l'organisation fonctionnelle : reste à définir le niveau de décision et de pilotage, à partir de la pratique de terrain.

Le SGEN-CFDT expose quatre postulats :

- la proximité des associations, et des parents en particulier, des élus et des associations, avec l'idée de continuité éducative ;
- un minimum de démocratie professionnelle : pour être crédible, il faut garder de petites écoles et des directeurs d'école sur le site local ;
- la coexistence de deux instances complémentaires : un conseil d'administration d'équipe (personnel, élus, parents) plutôt présidé par une autre personne qu'un enseignant, un conseil pédagogique composé de chacun des responsables de site ;
- le pouvoir hiérarchique doit rester à l'IEN car la pratique d'un enseignant est difficilement objectivable.

Rencontre avec la FCPE, représentée par Jean-Jacques Hazan, son président

La FCPE présente ses idées maîtresses.

- La place des parents demeure stratégique pour résorber le problème de la réussite scolaire.

Or, à l'heure actuelle, avec la suppression du samedi matin, le lien école-familles s'est distendu. De plus, le conseil d'école demeure trop souvent une instance minorée par les parents.

- La part du PIB consacrée au primaire est quatre fois inférieure à celle consacrée au secondaire.
- Le fonctionnement pédagogique de l'école doit être revu et corrigé, notamment au niveau du triptyque notes, devoirs, redoublement.

La FCPE remarque que l'établissement public existe déjà sous la forme de circonscription du premier degré avec, à sa tête, un inspecteur qui structure le projet global sur un ensemble de 20 à 25 écoles.

Selon la FCPE, il faut avancer sur les EPEP, sur la politique de projet d'école et la mise en cohérence

des différents acteurs. Il faut se questionner précisément sur ce que peut apporter l'EPEP en termes de réussite scolaire. L'EPEP pourrait se construire sur la base d'un collège et de ses écoles, permettant ainsi de répondre à des problèmes tels que la sectorisation.

Audition de l'ANDEV à l'Assemblée nationale sur les rythmes scolaires

L'ANDEV a également été auditionnée en mai par Madame Michèle Tabarot, présidente de la commission des Affaires culturelles et de l'Éducation à l'Assemblée nationale avec l'AMF, l'AMGVF et l'AMRE, sur les rythmes de vie scolaire en primaire.

L'ANDEV a déclaré que la réflexion sur la réforme du calendrier scolaire devait être envisagée globalement et mise en lien avec les questions de l'aménagement du temps de l'enfant, qui ne concerne pas seulement les heures scolaires, mais l'ensemble des temps de vie (péri, extrascolaire et temps familial). L'aménagement du temps scolaire est un débat récurrent de l'actualité éducative de ces quinze dernières années. Le temps scolaire est en effet une notion contrôlée en matière de politique éducative car son organisation et son utilisation déterminent les conditions d'apprentissage des enfants. Si cette question du temps scolaire peut être abordée sous des angles divers, c'est principalement sa répartition sur la journée, la semaine et l'année qui retient l'attention des acteurs éducatifs. En effet, de nombreuses publications ont mis en évidence l'influence des rythmes scolaires imposés aux enfants sur leur réussite scolaire, mais également sur leur développement. Les études récentes montrent que s'il y a bien un problème de calendrier scolaire en France, la semaine de quatre jours n'est pas la meilleure réponse pour favoriser les apprentissages. Par contre, c'est le rythme annuel journalier de l'école qui devrait être rééquilibré.

L'ANDEV a fait plusieurs propositions à la commission et continue à intégrer ce sujet dans les débats de la commission permanente.

Les rencontres PEL de Brest sont programmées en novembre 2011. L'ANDEV participe régulièrement au comité national d'orientation de ces rencontres, avec les Francas et l'équipe brestoise.

Présentation de nos partenaires publics

Le Groupe Caisse des Dépôts et consignations



La mission de la Caisse des Dépôts et de ses filiales a été réaffirmée par la loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008 : « La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays. Ce groupe remplit des missions d'intérêt général en appui des politiques publiques conduites par l'État et les collectivités territoriales, et peut exercer des activités concurrentielles. »

Le groupe se positionne comme un investisseur de long terme au service du développement économique du pays.

Avec son plan stratégique Élan 2020, le groupe Caisse des Dépôts s'est fixé quatre priorités pour répondre aux urgences du pays : le logement et la ville, les universités, les PME et le développement durable.

Les missions publiques de la Caisse des Dépôts

- La Caisse des Dépôts centralise et gère une part importante de l'épargne sur livrets (Livret A, LEP, LDD...). Sur cette ressource, elle finance la construction et la rénovation du logement social en France et d'autres priorités publiques.
- Elle investit dans des projets immobiliers et d'infrastructures contribuant, aux côtés des collectivités locales, au développement territorial.
- Banquier du service public de la Justice et de la Sécurité sociale, elle gère et protège les fonds privés confiés aux professions juridiques et à des organismes d'intérêt général.
- Gestionnaire de plus de 48 régimes de retraite, elle couvre 7,5 millions de cotisants et 3,3 millions de retraités.
- Investisseur institutionnel, elle est présente au capital de tous les grands groupes français.

Parallèlement, au travers de ses filiales, elle exerce des activités concurrentielles : l'investissement dans les entreprises (fonds stratégique d'investissement - FSI, CDC Entreprises, Qualium Investissement), l'assurance de personnes (CNP Assurances), l'immobilier (groupe SNI, ICADE), les services au développement des territoires (Transdev et Egis, la Compagnie des Alpes et Belambra).

En outre, le groupe Caisse des Dépôts se mobilise désormais dans le financement des infrastructures, au travers de sa nouvelle filiale CDC Infrastructure, et du climat et la finance carbone avec CDC Climat.

Depuis dix ans, la Caisse des Dépôts accompagne les collectivités territoriales dans leur politique de développement numérique, en soutenant sur le long terme des projets d'infrastructures haut débit et très haut débit, de développement des usages et de soutien à la création de services innovants.

Dans le cadre de ses actions en faveur du développement de l'économie de la connaissance, la Caisse des Dépôts se mobilise pour accompagner la mise en place de schémas directeurs du numérique dans les universités.

Par ailleurs, depuis 2003, elle s'est associée au ministère de l'Éducation nationale pour accélérer la généralisation des espaces numériques de travail (ENT) dans l'ensemble du système scolaire, en partenariat avec les collectivités locales.

En 2010, 38 conseils généraux et 13 régions ont passé des marchés de généralisation et ont commencé avec les académies le déploiement des ENT.

Aujourd'hui, la Caisse des Dépôts accompagne les acteurs territoriaux dans la mesure et l'analyse des usages des ENT.

Enfin, en octobre 2008, le ministère de l'Éducation nationale a sollicité la Caisse des Dépôts pour déployer 400 nouveaux espaces Cyber-base® dans les écoles primaires, d'ici 2013.

INFORMATIONS

Site : www.caissedesdepots.fr

Le Secrétariat général du Comité interministériel des villes (SG-SIV)



Le Secrétariat général du Comité interministériel des villes (CIV) est une administration de mission, placée sous l'autorité du ministre du Travail, de la Solidarité et de la Fonction publique. Il est chargé de concevoir, d'animer et d'évaluer la politique destinée aux quartiers les plus en difficulté.

Une administration de mission à vocation interministérielle au service des quartiers défavorisés.

Le Secrétariat général du CIV est l'héritier de la Délégation interministérielle à la ville et au développement social urbain créée en 1988. Il se compose d'une équipe pluridisciplinaire de 65 personnes : administrateurs, sociologues, économistes, architectes, statisticiens... Le Secrétariat général du CIV assure un rôle de pilotage, de prospective, d'évaluation, d'animation partenariale et interministérielle, d'expérimentation et de conception des politiques.

À ce titre :

- Le Secrétariat général du CIV assiste le ministre en charge de la politique de la ville dans l'élaboration des textes législatifs et réglementaires. Il est chargé de préparer les travaux du Comité interministériel des villes et de veiller à l'application de ses décisions. Il définit et gère le budget nécessaire, contribue à la définition des politiques urbaines européennes.

- Le Secrétariat général du CIV coordonne l'interministérialité en matière de politique de la ville. Il mobilise les différents ministères pour qu'ils prennent en compte la spécificité des quartiers défavorisés dans leurs politiques concernant l'emploi, la santé, l'éducation, la sécurité... Il les aide à évaluer et à adapter leurs actions.

- Le Secrétariat général du CIV assure le secrétariat de l'ONZUS chargé de mesurer l'impact des politiques mises en œuvre. Créé en 2003, l'ONZUS publie chaque année un rapport sur l'évolution des écarts entre les territoires défavorisés et le reste de leur agglomération, sur la base d'indicateurs spécifiques (chômage, développement économique, réussite scolaire, accès au système de santé, sécurité...).

- Le Secrétariat général du CIV développe par ailleurs un système d'information géographique (le SIG-ville). Cette base de données, accessible sur Internet (sur www.ville.gouv.fr), permet d'accéder à de nombreuses informations sur les territoires visés par la politique de la ville ainsi qu'aux statistiques de l'ONZUS. Par ailleurs, le Secrétariat général anime une mission de prospective et réalise des études au service des politiques publiques.

- Le Secrétariat général du CIV assure à titre principal pour le compte du ministre en charge de la Ville, la tutelle administrative et la mise en synergie de deux agences : l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) et l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (ACSE). Il assure également la tutelle administrative de l'EPARECA et prochainement de l'EPIDE.

- Le Secrétariat général du CIV repère et soutient les expériences innovantes initiées dans les quartiers, notamment par les associations. Il valorise et diffuse les bonnes pratiques et généralise à plus grande échelle les dispositifs jugés les plus efficaces.

- Le Secrétariat général du CIV accompagne les professionnels de la ville dans l'exercice de leur métier. Il participe à leur formation et organise des échanges d'expériences, y compris à l'échelle européenne. Il relaye les attentes des acteurs de la ville auprès des partenaires nationaux et européens.

Le Scérén, éditeur de l'éducation nationale



Le SCÉRÉN est un établissement public sous tutelle du ministère de l'Éducation nationale. Il regroupe le Centre national de documentation pédagogique [CNDP] qui pilote 31 centres régionaux [CRDP] et leurs relais départementaux [CDDP].

Le SCÉRÉN édite et diffuse des ressources pédagogiques, administratives et culturelles à destination de la communauté éducative. Fort d'une offre éditoriale de 5 000 références - imprimés, DVD, programmes audiovisuels, sites web - le SCÉRÉN est un acteur majeur de l'édition publique. Il a également pour mission de contribuer à l'introduction des usages des TICE dans l'enseignement et de favoriser l'enseignement des grands domaines artistiques.

À l'heure où les politiques éducatives se tournent résolument vers l'utilisation des TICE, enjeu majeur pour l'école, le SCÉRÉN développe et élargit sa production de ressources numériques qui représentent aujourd'hui plus de la moitié de son catalogue. Dans ce domaine, il conçoit des outils et des services innovants, favorise la diffusion de ressources et l'intégration des TICE dans les pratiques des enseignants.

Présent partout en France, grâce à un maillage efficace de centres dans les académies et les départements, le SCÉRÉN offre un service de proximité et une gamme de prestations personnalisées (expertise, formation, ressources documentaires...) à la demande des équipes éducatives et des collectivités territoriales.

INFORMATIONS

SCÉRÉN – CNDP

Téléport 1 - @4 - 86961 Futuroscope cedex

www.sceren.fr

www.sceren.com : la librairie en ligne

Contact : Marianne Mabilie –

Délégation à la communication - T 05 49 49 79 11

INFORMATIONS

Site : www.ville.gouv.fr

Textos

- Publication de la loi sur la modernisation de l'agriculture et de la pêche (article 1^{er} sur la restauration scolaire et universitaire, JO du 28 juillet 2010).

La loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche votée le 27 juillet dernier comporte des dispositions qui touchent à la restauration scolaire.

Le texte comporte plusieurs dispositions qui concernent les collectivités locales et donc la restauration. Il concerne surtout l'équilibre nutritionnel des repas servis en restaurants scolaires, le décret d'application devrait reprendre les grandes lignes des recommandations nutritionnelles établies par le Groupe d'étude des marchés de restauration collective et de nutrition (GEMRCN) du 4 août 2007 :

- fréquence de présentation des divers aliments sur 20 jours (utilisation raisonnée et modérée du sucre ajouté, diversifier les huiles et éviter certaines margarines);
- formation des équipes de restauration à la nutrition, qui pourrait être assistées de diététiciens;

- qualité nutritionnelle des repas;
- privilégier les produits de saison et les circuits courts;
- objectif d'introduction de produits de qualité et de saison et à faible impact environnemental (15 % en 2010 et 20 % en 2012).

- Le ministère de l'Éducation nationale a décidé durant l'été de réduire de 50 % la subvention déjà accordée pour 2010, à la revue *Cahier pédagogique* ainsi qu'à l'Institut coopératif de l'école moderne (ICEM) et au Groupe français de l'éducation nouvelle (GFEN). « Ces économies réalisées au nom de la rigueur s'inscrivent dans le contexte de la bataille engagée depuis plusieurs années par les ministres de l'Éducation successifs, contre la pédagogie et pour la réhabilitation des pratiques mises à mal par l'esprit de 1968. » (*Alternatives économiques*, septembre 2010). L'ANDEV a signé l'appel à soutien sur le site de la revue et des deux organismes.

Un grand merci à celles et ceux qui ont renseigné le questionnaire relatif à l'enquête effectuée en marge de la préparation du congrès sur l'Europe et l'éducation.

Ils ont contribué de la sorte à la pertinence de l'analyse.

L'enquête menée sur le thème « Europe et Éducation » est désormais close et a enregistré 25 % de réponses sur des résultats assurée CA Consultants est maintenant en cours.

L'UNICEF France et Promethean viennent d'engager un partenariat visant à l'édition de ressources multimédias interactives sur les droits de l'enfant. Une première vague de dix-sept « parcours pédagogiques » pour les élèves de CM2 et de 6^e est téléchargeable gratuitement depuis la rentrée scolaire de septembre 2010 sur le site Promethean Planet (www.prometheanplanet.com/fr) et sur celui d'UNICEF France (www.unicef.fr).

Transmettre : enjeux sociaux et pratiques éducatives engagées



Oui, il est nécessaire de transmettre le patrimoine humain et la question des apprentissages est la clé de voûte de l'éducation nouvelle ; mais instruire, c'est éduquer, et la transmission peut être une normalisation ou une émancipation, individuelle et collective.

Ce numéro de la revue *Dialogue* interroge différentes situations de transmission, décrit des mécanismes à l'œuvre au cœur des pratiques – facteurs d'aliénation et d'inégalités scolaires et sociales – et propose des alternatives. Des analyses, des comptes rendus de pratiques en histoire, langues étrangères, français langue étrangère, littérature... avec des enfants ou des adultes, montrent que lorsque les connaissances sont réappropriées, inventées, en interaction avec autrui, elles deviennent des outils mentaux, des vecteurs de développement personnels et collectifs. Oui, à certaines conditions, la transmission produit de l'émancipation.

Revue *Dialogue*, n° 136

Avril 2010 - 64 pages - 7 € (+ port 1,57 €)

Abonnement 1 an, 4 numéros : 28 €- adhérents au GFEN : 20 €

Commande au GFEN : 01 46 72 53 17 / www.gfen.asso.fr

« Ce que la mixité fait aux élèves »

par Marie Duru-Bellat



Sociologue spécialiste des questions d'éducation, professeure à Sciences-Po et chercheuse à l'Observatoire sociologique du changement et à l'Institut de recherche en éducation (IREDU), Marie Duru-Bellat travaille sur les politiques éducatives et les inégalités sociales et sexuées dans le système scolaire,

en France et en Europe. Parmi ses ouvrages récents, on compte : *L'École des filles. Quelle formation pour quels rôles sociaux ?*, L'Harmattan (2004) ; *Les Inégalités sociales à l'école. Genèse et mythes*, PUF (2002) ; *L'Inflation scolaire. Les désillusions de la méritocratie*, Seuil, coll. « La République des idées » (2006) ; *Le Mérite contre la justice*, Les Presses de Sciences-Po (2009). L'article présente une synthèse de ce que dévoile la recherche en éducation sur le fonctionnement des classes

mixtes, et sur ce que ce mode de fonctionnement doit à la mixité en tant que telle. Il mobilise les travaux centrés sur les interactions entre enseignants et élèves, entre élèves, ainsi que ceux, plus rares, qui comparent le fonctionnement des classes mixtes et non mixtes. Il en interroge ensuite les incidences sur les attitudes et les comportements des garçons et des filles, en mobilisant les interprétations de la psychologie sociale : de fait, la confrontation à l'autre durcit les stéréotypes du masculin et du féminin, avec des conséquences concernant notamment la confiance en soi. Dans une dernière partie, le texte engage un débat plus normatif sur les politiques éducatives en matière de mixité scolaire, dès lors que, malgré son évidence, cette mixité apparaît porteuse d'effets ambivalents et semble nourrir une discrimination performative. Le débat, qui conduit à poser la question de l'opportunité d'un retour, même partiel et temporaire à la non-mixité, reste très ouvert car il engage in fine des conceptions du masculin et du féminin et de la notion même d'égalité qui sont loin d'être consensuelles.

Article paru dans la Revue de l'OFCE de juillet 2010 (n° 114) : « Les discriminations entre les femmes et les hommes »

340 pages

Presses de Sciences-Po

ISBN 9782724632026

L'évaluation des compétences scolaires

par Philippe Guimard



Les fonctions de l'évaluation des compétences scolaires ont largement évolué tout au long du xx^e siècle, tant en psychologie qu'en éducation. Philippe Guimard rend ici compte des transformations économiques et sociales, des changements des valeurs éducatives et des modèles théoriques en psychologie qui y ont

contribué. Ce détour historique définit le cadre à partir duquel sont mis en perspective les principaux enjeux éducatifs qui se posent, les nouvelles compétences et, à terme, les outils d'évaluation de demain.

Presses universitaires de Rennes - Collection « Psychologies »

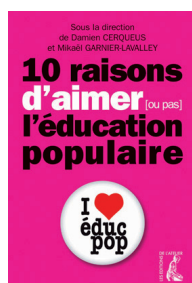
Année de publication : 2010

166 pages ; prix TTC : 14 €

ISBN : 978-2-7535-1171-2

Dix raisons d'aimer (ou pas) l'éducation populaire

Sous la direction de Mikaël Garnier-Lavalley et Damien Cerqueus



Damien Cerqueus est responsable national de la JOC de 2007 à 2009, aujourd'hui militant associatif et syndical. Mikaël Garnier-Lavalley est délégué général de l'Association nationale des conseils d'enfants et de jeunes (ANACEJ) et secrétaire général du Comité pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire (CNAJEP) qui regroupe les associations et fédérations d'éducation populaire au niveau national.

Éditions de l'atelier

Année de publication : 2009

112 pages ; prix TTC : 13,50 €

978-2-7082-4122-0

Les jeunes et Internet : de quoi avons-nous peur ?

Synthèse de l'étude réalisée par Élodie Kredens et Barbara Fontar

Aujourd'hui, médiatiquement, les jeunes et le Web forment un couple infernal. À la télé, à la radio, au journal d'information comme dans les magazines d'investigation, on nous présente un Web sombre, propice aux mauvaises rencontres où les

adolescents, jeunes addicts crédules, errent sans fin. Afin de protéger les jeunes des dangers du Net, les messages de prévention s'appuient sur ces mêmes représentations. Conséquence : la prévention s'adapte mal à la réalité des risques auxquels les jeunes sont vraiment confrontés.

Loin de ces représentations, cette synthèse extraite de l'enquête menée auprès de 1000 enfants et adolescents vient apporter un nouvel éclairage sur ces pratiques d'Internet.

Téléchargeable sur www.frequence-ecoles.org

Année de publication : 2010

L'Éducation au développement durable de l'école au campus

Sous la direction de Marie-Christine Zelem, Odile Blanchard et Didier Lecomte

Ce livre préfacé par Lucie Sauve interroge les modes de gouvernance des démarches d'éducation au développement durable, ainsi que les méthodologies d'évaluation qui leur sont associées. Il présente des outils pédagogiques et insiste sur les conditions d'émergence d'une culture du développement durable. Des réflexions portent sur les partenariats à mettre en œuvre et la nécessité du fonctionnement en réseaux. Le livre se termine par des récits d'expériences.

Éditions L'Harmattan, coll. « Questions contemporaines »

Année de publication : juin 2010

484 pages ; prix TTC : 42 €

ISBN : 978-2-296-12152-2

La Communale

Édition de L'ANDEV

Ville de Dunkerque,
Direction de l'Enfance et de
la Jeunesse, Résidence des
3 Ponts, BP 6537,
59386 DUNKERQUE Cedex 1
Tél : 03 28 26 26 60

Directrice de la publication
Anne-Sophie Benoit

Rédaction
ANDEV, Résidence des
3 Ponts, 59386 DUNKERQUE

Comité de rédaction
Anne-Sophie Benoit,
Janine Bouvat,

Pierre Chartier,
Patrice David,
Odile Giresse

Maquette - Réalisation
Atelier graphique CNDP

Imprimerie du SCÉRÉN-CNDP
Téléport1@4 BP 80158 86961
Futuroscope Cedex

ISSN en cours

Dépôt légal octobre 2010

